

LE PEUPLE BRETON

3f
Mensuel

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

N° 167
OCTOBRE 1977

DEMAIN, DES
MATERNELLES EN BRETON ?

UNE
GRANDE
ÉTUDE
ÉCONOMIQUE
DU P.B.



LES TRANSPORTS EN BRETAGNE

« AGENCE DE LA COTE DE GRANIT ROSE »

G.I.E. Bretagne-Vacances

— LOCATIONS SAISONNIÈRES — VENTES — ACHATS —
21, place Sainte-Anne 22 TRÉGASTEL Tél. 38.88.57

Le Vatel

RESTAURANT

BAR

Direction : Gérard LE SANN
23, rue Fautras - 29200 BREST
Téléphone 44.51.02



DÉPARTEMENT PROFESSIONNEL
DE LA S.A. NÉDELEC RADIO-SELL

161, rue J.-Jaurès - 29200 BREST
Tél. 44.32.79 - 44.84.65

Radio-Téléphone — Recherches de personnes — Sonorisation — Musique d'ambiance
Interphone — Répondeurs Téléphoniques — Laboratoires de langues — Machines à dicter
TV en circuit fermé — Caméras de télévision — Magnétoscopes — Locations diverses
Méthodes et matériels audio-visuels



RESTAURANT - CRÊPERIE

"Ti Jos"

BAR - MAC EWANS - GUINNESS - PRESSION

30, rue Delambre - 75014 PARIS

Fermé le mardi

☎ 633.57.69

iroise-décor

B. LEPROHON / 31, RUE INKERMANN / 29200 BREST
Tél. 02.00.33

PEINTURE — PAPIERS PEINTS — TISSUS MURAUX
AMÉNAGEMENT D'INTÉRIEURS — MOQUETTE

KABIGS, CABANS, MARINIÈRES,
DUFFLE-COATS, VESTES 3/4, MANTEAUX,
POUR DAMES, HOMMES & ENFANTS
GRANDE TAILLE A LA DEMANDE

BREIZH KABIGS

MAISON Y. LE MEUR

247, rue J.-Jaurès - BREST

PRIX — QUALITE — CHOIX

Tél. 02.26.69

ker blues

DISQUES

import direct

pop rock

folk jazz

la seule maison de disques
tenue par des musiciens

4 rue du télégraphe brest
tél.(98) 44 20 95

"LA GALETTE BRETONNE"

BOULZENNEC Joël

92^b, rue Desmoulins

44300 NANTES

Remettra 15 % de la recette aux organisa-
teurs qui lui permettront de travailler lors
de toutes fêtes, fest-noz, etc...

Galettes, crêpes, saucisses, merguez...

LIBRAIRIE LE TROADEC

IMPRIMERIE - PAPETERIE

TIRAGES de plans

1, av. de la Gare, CARHAIX

Tél. 93.00.04

agence de voyage

kerfant

lic. B 631.71

« LE PEUPLE BRETON »

Mensuel

Boîte Postale 304

29273 BREST CEDEX

ABONNEMENTS

Ordinaire : 30 F

De soutien : à partir de 50 F

Etranger : 40 F

Etranger (par avion) : 55 F

C.C.P. 2 365-76 RENNES

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Pour tout changement d'adresse
nous demandons à nos abonnés de
nous écrire en joignant ou en
recopiant leur dernière bande d'expé-
dition du journal et en joignant 2,00 F
en timbres pour frais. Merci d'avance.

Souscription permanente pour le progrès du «Peuple Breton»

L'ENJEU

Les difficultés très graves rencontrées lors des négociations sur l'actualisation du Programme commun de la gauche ont provoqué une immense déception chez les militants et les sympathisants progressistes. Non pas que tous (loin s'en faut!) faisaient confiance de façon absolue au Programme commun, même dans sa version 1977... Mais chacun sent bien que l'union de la gauche hexagonale était un mieux et l'une des conditions du changement de politique en France.

Actuellement, nous ne savons pas si la raison l'emportera, ni quelle sera sur le plan électoral, l'ampleur des dégâts. Mais ce que nous savons, en revanche, c'est que — plus que jamais — la décision prise par l'U.D.B. de présenter le maximum possible de candidats aux élections est fondamentale en Bretagne pour le progrès de la gauche. Portant l'espoir d'une vraie solution du problème breton, nos candidats vont aller au combat électoral avec des moyens dérisoires: nous n'avons pas l'argent (énorme) de la droite affairiste et patronale; nous n'avons même pas les moyens honorables de la gauche française. Candidats d'un peuple pauvre, candidats d'un parti qui se veut au service des travailleurs, nous ne pouvons compter que sur ceux-ci, sur les Bretons qui en ont assez de la politique réactionnaire et qui ont mesuré l'enjeu du combat: un progrès décisif pour la Bretagne, pour la gauche, pour la liberté...

Votre aide (même modeste) permettra au Peuple breton de continuer à occuper sa place face à la presse bourgeoise au service de la droite, ennemie jurée de notre peuple. Merci d'avance à tous.

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

Composition mécanique — Lorient
Imprimerie Cornouaillaise — Quimper
Publication inscrite à la C.P.P.A.P. n° 41 387
Tirage : 9700 ex. — Dépôt légal : 3^e trim.
Directeur de la publication : R. Leprohon

6^e LISTE :

Comité fédéral brestois U.D.B. du 25 août	5,06 F
J.L.B., Guengat	20,00 F
R.H., Pierrefitte (93)	20,00 F
M.G., Le Thillot (88)	20,00 F
Didier Mainguy, Le Loroux- Bottereau	20,00 F
A.L.F., Paris	20,00 F
Mats Löffron, Suède	8,00 F
Y.P., Laon (02)	30,00 F
François Le Jeun, Nantes	20,00 F
J.P. Plusquellec, Loqueffret	30,00 F
Yannig Galery, Bézons (95)	45,00 F
J.C.H., Plomelin	20,00 F
M.M., Marseille (13)	20,00 F
J.P. Cosson, Boulogne- Billancourt (92)	50,00 F
Divers acheteurs à la criée, Rennes	25,00 F
J.L.B., Quimerc'h	30,00 F
L.V., Les Mureaux (78)	20,00 F
A.B., Verneuil-en- Halatte (60)	170,00 F
M.D., Ermont (95)	20,00 F
M. Malard, Saint-Herblain	10,00 F
P.A., Couëron	10,00 F
Anonyme, Hanvec	20,00 F
O.F., Pantin (93)	20,00 F
J.L.B., Grenoble (38)	20,00 F
Guy Guizien, Guipavas	20,00 F
Anonyme, Centre-Bretagne	50,00 F
Fêtes de Cornouaille 77 à Quimper	15,35 F
Anonyme, Binic	2,00 F
Fêtes des Cornemuses 77 à Lorient	12,00 F
Anonyme, fête de la Saint- Loup, Guingamp	7,00 F
La Mée, Lannion	1,00 F
Mikael Briant, Ploumanac'h	9,30 F
Fête de la Saint-Laurent 77 à Blain	10,00 F
Christiane Le Roy, Bagneux (92)	15,00 F
Yves Guillou, Brest	20,00 F
G.L.H., Bourg-Blanc	20,00 F
P.G., Trégunc	20,00 F
M.M., Champigny (94)	20,00 F
J.M., Verdun (55)	20,00 F
Anonyme, Clamart (92)	20,00 F
J.S., Cergy (95)	20,00 F
J.P.C., Gagny (93)	20,00 F
Nicole B., Nantes	20,00 F
Claude Pellen, Ivry (94)	48,00 F
Guy R., Nantes	20,00 F
Marc V., Nantes	70,00 F
Gilles M., Rezé	170,00 F
Paul Le Bras, Brest	20,00 F
Yannig H., Lorient	10,00 F
Louis H., Fontenay-aux- Roses (92)	50,00 F
Violette B., Roscoff	20,00 F
Jean-Claude T., Liffre	20,00 F
M. Le Dévic, Saint-Malo	20,00 F
J.P. Guyomarc'h, Guilers	10,00 F
Michèle M., Boulay-les-Troux (91)	20,00 F
Yves Catoire, Neuilly (92)	30,00 F
Christ. Le Couls, Trégastel	20,00 F
Une Bretonne mariée à un Ecossais	20,00 F
Marc Gaillot, Dinan	20,00 F
Perig H., Vitry-sur-Seine (91)	30,00 F
André S., Cholet (49)	20,00 F
Philippe Caraer, Quimperlé	30,00 F
Didier Cadin, Paris	70,00 F
Christian P., Aulnay-Mauldre (78)	10,00 F

Total de la 6^e liste 1731,71 F
Report des listes précéd. 14600,94 F

TOTAL 16332,65 F

SOMMAIRE

ÉTUDE

LES TRANSPORTS
EN BRETAGNE 4

POLÉMIQUE

MUSELIÈRES POUR
INDIGÈNES FUTURISTES . 7

LES PAYS

LA ROCADE
DE LA BAULE 8
LE PAYS DE MALESTROIT
DOIT-IL MOURIR ? 10

POLITIQUE

L'ARRIVÉE DE L'U.D.B. AU
CONSEIL RÉGIONAL 11
LA PAROLE
AUX CANDIDATS 13

RUBRIQUE

CHIFFRES POUR UN
COMBAT 7
D'AUTRES LE DISENT 9
VU DE BRETAGNE 9
LA CARICATURE
DU MOIS 10
LE PROBLÈME BRETON
DE BREST A NANTES 14
P.B. SERVICE 9
FESTOU-NOS 20

INTERNATIONAL

UN COMMUNISTE
ESPAGNOL ET SES
MINORITÉS 16
PEUPLES OPPRIMÉS 17

ÉDUCATION

DES MATERNELLES
EN BRETON 18

CULTURE

LE CONGRÈS D'AR FALZ .. 20
EN BRETON
DANS LE TEXTE 21
DEUX DISQUES :
GWERNIG, STIVELL 22

COURRIER DES LECTEURS 23

ÉDITORIAL 23

FATALITÉ OU VOLONTÉ POLITIQUE ?

LA GRANDE MISERE DES TRANSPORTS EN BRETAGNE



Le Far-West de l'Europe :

Dès que l'on établit une carte des voies de communication en Europe ou en France, la chose est frappante : la Bretagne est complètement à l'écart. Le sous-équipement des voies continentales est donc tout à fait manifeste. Si l'on considère non seulement le nombre des voies, mais aussi l'importance et la qualité de celles-ci, la situation est encore pire. Et si l'on en croit les prévisions, les choses ne risquent guère de s'améliorer d'ici l'an 2000. La Bretagne est encore, avec d'autres régions périphériques de l'Europe, un bout du monde difficilement accessible, sinon pour les touristes (attirés justement par ce caractère), du moins pour les marchandises lourdes nécessaires à l'industrie. Essayez donc de relier Rennes à Dunkerque ou à Barcelone, par un moyen de transport convenable et bon marché ! Et s'il s'agissait de Pontivy ? La Bretagne est donc mal raccordée au continent européen, si ce n'est en passant par Paris (centralisation oblige), mais c'est tout de même un handicap important.

Considéré parfois comme l'unique cause du problème breton, d'autres fois comme étant le problème breton en lui-même, le problème des transports a toujours préoccupé les géographes, les technocrates et les notables en Bretagne. Affaire essentielle pour ces derniers et pour le C.E.L.I.B. au début des années 60, la question peut paraître moins brûlante aujourd'hui. Le gouvernement même, d'inaugurations de tronçons de routes en inaugurations de mini-tronçons de demi-routes, tend à considérer que c'est réglé, que ce n'est plus un problème.

Cependant, l'actualité réelle, celle qui est souvent éloignée de la sensation et des déclarations tonitruantes, nous ramène cette question au premier plan. Au cours des mois de mars et d'avril dernier les différents syndicats des cheminots bretons ont jeté un cri d'alarme. « On ne peut accepter le démantèlement du réseau ferroviaire », disait notamment la CFDT. Depuis il y a eu l'affaire de la ligne ferroviaire Brest-Quimper (apparue dans les journaux au mois de mai), c'est-à-dire la possibilité de disparition de cette ligne, ce qui illustre bien le démantèlement prévu par les syndicats. Mais il y a aussi les multiples protestations au sujet de la voie express Brest-Quimper, où les accidents sont nombreux et très graves dans la partie où il n'y a que 2 voies, parce que, justement, l'aménagement n'est pas complet. Signalons enfin la dégradation des services postaux aériens : l'acheminement du courrier sur Brest et son départ se font désormais par une compagnie privée qui y affecte ce que l'on peut appeler un « vieux coucou », ce qui occasionne un mauvais service et des retards considérables. Les usagers bretons n'ont pu manquer de le constater.

De nouveau la situation apparaît grave, de nouveau elle apparaît importante, de nouveau le problème se révèle être un problème d'ensemble et non celui de telle ou telle infrastructure seulement. Face aux protestations légitimes des Bretons, la réponse est toujours la même : « Que voulez-vous ? La Bretagne est excentrée ». Il nous apparaît donc nécessaire, à l'U.D.B., de reprendre le dossier, car il est démonstratif de la situation de la Bretagne dans l'Europe capitaliste. Il est nécessaire aujourd'hui d'abord de faire le point, d'établir le constat de la situation, ensuite de donner notre explication politique à cet état de choses enfin d'exprimer nos propositions d'avenir.

La même analyse s'impose en ce qui concerne les transports maritimes, chose étrange, car si la place géographique de la Bretagne en Europe peut servir d'explication à la médiocrité des liaisons continentales, elle devrait être un atout au contraire pour les liaisons maritimes. Or, bien que la Bretagne possède plus du quart de la longueur des côtes françaises, bien que le lien soit facile avec les îles britanniques, les pays riches du Nord-Ouest de l'Europe, ou encore la péninsule ibérique, la Bretagne assure à peine 7 % du trafic total de l'hexagone. Encore faut-il remarquer que le 1/4 du trafic breton concerne des matériaux prélevés dans les fonds marins (sables et engrais) et débarqués dans nos ports : trafic dit de bornage. Sur le trafic commercial réel, la moitié est due au cabotage, c'est-à-dire à des échanges avec des ports français essentiellement. Ainsi une bonne quantité de produits pétroliers arrivent en Bretagne en transitant par des ports français plus éloignés des pays producteurs. Mise à part la zone portuaire qui va de Saint-Nazaire à Nantes, les ports bretons (une vingtaine font du commerce) ont une activité très réduite : en gros 15 millions de tonnes pour Nantes-Saint-Nazaire, dont 10 millions d'importations de pétrole, et 5 millions pour l'ensemble des autres ports.

Paradoxal et aberrant

Ainsi en raison de la faiblesse de l'infrastructure portuaire, on arrive à une situation paradoxale et aberrante : malgré la proximité du courant commercial maritime le plus important du monde, notam-



Cliché B.A.I.

Le port de Roscoff et la gare maritime : une certaine amélioration, mais que représente-t-elle à côté du flux de navires qui double chaque jour Ouessant ?

ment pétrolier, des régions maritimes bretonnes comme le Trégor, connaissent des tarifs très élevés pour les produits pétroliers ; malgré cette situation géographique privilégiée, les produits bretons ne sont pas commercialisés par nos ports mais empruntent les voies continentales mauvaises et coûteuses, c'est-à-dire passent par Paris. Autre paradoxe, autre aberration : la Bretagne avec le quart de la façade maritime de l'hexagone, fournit à la France le 1/3 de ses marins de commerce, mais la flotte bretonne ne représente en quantité que le 1/10 de la flotte française et en tonnage, seulement 1 %. Il est clair là aussi qu'une main-d'œuvre bretonne sert à réaliser des profits non contrôlés et non utilisés par des Bretons, et ceci contre les possibilités naturelles de la Bretagne. Cette situation mauvaise dans son ensemble connaît cependant certaines améliorations notamment avec le port en eau profonde de Roscoff et les liaisons trans-Manche à partir de Roscoff et de Saint-Malo, mais au total on peut plutôt parler de stagnation dans la médiocrité. Il n'en est pas de même dans les autres modes de transport.

La dégradation continue de l'infrastructure ferroviaire

Dans le cas des chemins de fer, les améliorations ponctuelles (voitures « corail » pour les voyageurs pour Paris par exemple) ne sont que de la poudre aux yeux, c'est-à-dire qu'elles cachent une dégradation réelle de la qualité et de la quantité. Certains considèrent d'ailleurs

que les chemins de fer constituent un mode de transport désuet, non adapté à l'économie moderne. Or ils ne sont pas seulement utiles mais indispensables pour certaines marchandises notamment les matériaux lourds. Ce serait une erreur de croire que l'on puisse les remplacer par autre chose. Malgré une grande agitation à la fin des années 50 due entre autres au CELIB, malgré des protestations, mal-

gré une résistance constante et encore actuelle des populations, le gouvernement « modernise », considérant tous ces protestataires comme des retardataires. Il « modernise », c'est-à-dire qu'il supprime tout ce qui n'est pas moderne, ce qui ne fait pas notre compte. C'est en 1967 que l'on décide la suppression du « réseau



Le Peuple Breton

Les armements bretons sont rares : 1 % du tonnage français ?

breton», c'est-à-dire le réseau intérieur à voie métrique (1) ; cette suppression s'est faite ma foi assez vite si on la compare à la réalisation de certaines promesses. Carhaix n'est plus relié à présent qu'à Guingamp. Nombreuses suppressions dans l'est de la Bretagne aussi. Parfois on ne supprime que le trafic voyageurs, parfois on supprime certains arrêts pour dire ensuite qu'il n'y a pas assez de voyageurs. Douze lignes actuellement sont en cours de suppression ou sont menacées. Au total une baisse importante de l'équipement. Alors que la densité moyenne française est de 5,2 km pour 1000 km², elle est de 4,1 km pour 1000 km² en Bretagne, région pourtant active et bien peuplée.

Cette situation est particulièrement ressentie dans le Centre Bretagne. Ce sont les liaisons ferroviaires, soit de la bande centrale de la Bretagne, soit transversale Nord-Sud qui ont été supprimées. La S.N.C.F. le fait d'ailleurs de façon délibérée estimant que la mauvaise situation économique de la Bretagne centrale rend impossible toute rénovation, ce qui a pour résultat évidemment, d'aggraver la situation économique ? En ce qui concerne les lignes Carhaix-Rosporden et Carhaix-Loudéac, il est clair que la S.N.C.F., par attentisme, a laissé pourrir la situation pour arriver à ses fins. Ainsi on avait montré en 1967 qu'on pouvait multiplier par 4 le transport de minerai sur la ligne Carhaix-Loudéac-La Brohinière en normalisant les voies. Les autorités attendent, font durer en promettant de maintenir Carhaix-Loudéac, et suppriment le tout en 1971. Et la Bretagne centrale se retrouve... excentrée.

Ralentissement préventif

La diminution en km ne tient pas compte d'une autre dégradation, celle de la qualité du service sur l'ensemble des lignes conservées : trains peu confortables, liaisons lentes, (Rennes-Brest en 2 h 30 pour 245 km, Rennes-Paris en 3 h pour 375 km), horaires inadaptés. Certains trajets bretons tiennent de l'exploit, ainsi parmi les plus intéressants : Lannion-Nantes, Lannion-Rosporden ; mais faire tout simplement Brest-Quimper en 1 h 45, ce n'est pas mal non plus, d'autant que ça peut

(1) Le réseau à voie métrique présente un écartement plus petit et ne peut donc être utilisé que par des véhicules d'un autre temps. Sa construction a été arrachée au pouvoir à la fin du XIX^e siècle, parce que ça revenait moins cher, et sous la promesse d'une « normalisation » future.

ON AMELIORE

Dans Ouest-France du 16 septembre ce titre : « Des améliorations sur le réseau S.N.C.F. en Bretagne ». Il s'agit en fait de signaler qu'à partir du 7 janvier, et ce tous les samedis, il sera possible de rallier directement Quimper et Brest à... Saint-Gervais dans des trains de neige, constitués uniquement de voitures-couchettes !

Belle innovation : Brest-Saint-Gervais directement alors que c'est encore impossible pour Brest-Lorient.



Le réseau breton à l'abandon : la gare de Berrien-Scignac

atteindre 4 h en cas d'anomalie de fonctionnement de la machine (ce qui n'est pas du tout à exclure ; c'est un voyageur d'expérience qui vous l'assure). A ceux qui aiment raconter ce genre d'aventures, nous pouvons promettre qu'ils peuvent continuer à compter sur ce sujet de conversation. En effet, pour faire des économies, la S.N.C.F. réduit actuellement ses dépenses d'entretien sur des voies bretonnes, d'où des ralentissements dits « préventifs », ce sont les syndicats qui nous l'apprennent : on peut ainsi prévoir Quimper-Auray à 80 km/h en 1978, au lieu de 110-130 km/h actuellement ; Saint-Brieuc-Pontivy et Guingamp-Paimpol à 55 km/h de vitesse de pointe ! La logique de cette évolution est la suivante : la ligne est peu employée, la S.N.C.F. y affecte donc moins de dépenses, le service se dégrade, moins de gens y recourent, d'où nouvelle baisse des dépenses et nouvelles dégradations. Ainsi le trafic a baissé de 20 % en 1975. Mais n'est-ce pas là le cercle vicieux du sous-développement ? Mais non répondent de bonnes

âmes, les Bretons ont des routes maintenant. Parlons-en.

Ici pour une analyse objective, le constat d'amélioration s'impose. Heureusement ! Il ne pouvait guère en être autrement étant donné le niveau de nos routes il y a dix ans. Il était même plus que temps de faire quelque chose. Mais quelle attente avant de voir quelque réalisation se faire. Ajoutons au passage que dès les premiers travaux on a commencé à nous dire que nous étions chouchoutés, sur-favorisés par rapport aux autres régions, alors que l'on commençait seulement à sortir de nos routes du XIX^e siècle. Encore a-t-il fallu se dépenser en actions militantes de tout genre, en mobilisation de toutes les professions pour que quel-

(suite de la page 24)

MUSELIÈRES POUR INDIGÈNES FUTURISTES...

Un modèle de dissertation proposé par un cours privé parisien à l'intention des candidats à un concours administratif qu'un « heureux hasard » a mis entre nos mains ne manque pas d'intérêt, en tenant compte des relations qui peuvent exister à divers niveaux entre la doctrine officielle et une telle littérature. Le sujet était : « comment expliquez-vous la recrudescence des particularismes régionaux à une époque où les Etats (sic pour la majuscule) ont tendance à se regrouper en grandes unités ? ».

DES MUSELIÈRES !

Dans un premier temps, la manœuvre consiste à descendre en flammes tout ce qui n'a pas la bénédiction de Jeanne d'Arc et de Michel Debré : « ...des milliers de jeunes bretons apprennent la langue celte qui NE PEUT GUERE LEUR SERVIR qu'à se faire comprendre, fort mal, par les Gallois, fort rares, qui parlent aussi leur langue régionale... » (1). Il est bien connu en effet que chaque breton porte en plus de ses boutou coat une muselière, financée par la charte culturelle. Ça lui évite de dire des conneries en breton à ses copains et de répandre son haleine d'alcoolique. Et puis encore : « Le danger est relativement faible en ce qui concerne les langues régionales ; il ne s'agit que d'une DEPENSE INUTILE dans un domaine, l'éducation, où les besoins sont urgents. A quoi sert-il en effet d'apprendre la langue celte ou le flamand alors que ces langues n'ont pas d'extension au delà du territoire régional et ne sont parlées que par une minorité des habitants de la région. Il peut sembler plus urgent de défendre la francophonie menacée par l'usage international de l'anglais que de faire renaître des langues mortes inadaptées à la civilisation technique » ...Eduquons, éduquons... Comme s'il y avait des langues adaptées par nature à la civilisation technique. Et dans l'affirmative, comme dirait Peyrefitte, la mentalité française n'étant pas très portée sur la technique, pourquoi conserver le français ?

TOUT S'EXPLIQUE

Le texte propose par ailleurs une

série d'explications définitives. Par exemple : faut-il évoquer « la tutelle pesante de l'état central pour expliquer et justifier la recrudescence des particularismes régionaux ? ...Non « l'ignorance des réalités régionales par les partis politiques et les syndicats semble un facteur d'explication plus déterminant ». Pourquoi la Bretagne n'a-t-elle pas connu la « révolution industrielle ? Parce qu'elle « se prêtait mal par son relief aux transports modernes ». Encore un artiste qui a le mal de mer en traversant la Seine, sinon il penserait peut-être aux transports maritimes !

N'IMPORTE QUOI

Après avoir montré que toute revendication « régionaliste », c'est du caca en branches, l'auteur revient à de meilleurs sentiments : « au delà des manifestations parfois superficielles... on peut déceler une aspiration profonde ». Et, à la page suivante « la recrudescence des particularismes... est l'expression d'aspirations profondes (rebelote) et il faut peut-être voir dans ses manifestations une illustration au moins significative que les événements de mai 68, de cette « crise de civilisation » dont parle André Malraux (2). Et pour finir la fête « dans la mesure où le régionalisme est un de ces nouveaux axes de solidarité dont parle Lévy-Strauss, il est MODERNE, VOIRE FUTURISTE ». Le futur fonctionnaire qui rédigerait un tel devoir n'aurait-il pas montré qu'il est capable d'affirmer n'importe quoi... puis le contraire de n'importe quoi ?.. Et donc qu'il est d'une docilité parfaite.

ET JE TE CHARTECULTERAI

Si l'on admet qu'il y a quelque chose de sérieux derrière tout ça, il faut s'en occuper : « devant un tel phénomène, l'Etat ne peut pas et ne doit pas rester passif... Il faut donc l'accompagner pour bien l'orienter »... L'aspiration régionaliste doit être accompagnée (rebelote) si elle ne veut pas être dévoyée... Certes un effort s'impose pour éviter qu'elle ne soit dévoyée (rebelote). Ainsi, toute évolution non « dévoyée » ne peut être conçue et réalisée que par l'Etat. La récente

« charte culturelle » n'est-elle pas proposée exactement dans l'esprit défini par ces petites phrases ? On veut bien accorder un peu de béton aux indigènes dévoyés s'ils veulent bien laisser crever leur langue... avec la bénédiction des préfets, car « le mouvement de déconcentration entrepris en France... peut permettre aux autorités préfectorales, plus proches des réalités régionales que le pouvoir central, d'encourager les initiatives culturelles régionales ».

LE BONHEUR, JE TE DIS...

En conclusion « elle (la renaissance régionale) est porteuse d'avenir sur tous les plans, administratifs, politiques, économiques et surtout humains. Loin d'être contradictoire avec le mouvement de regroupement des Etats en grandes unités, elle pourrait le compléter harmonieusement ». Mais comme on avait constaté un peu plus tôt « que presque tous les partis politiques en France, de droite comme de gauche, restent au fond d'eux-mêmes (sic) attachés à l'organisation centralisée et sourds, malgré qu'ils en aient (sic), aux revendications spécifiques régionales », sur quelles forces s'appuyer pour faire avancer les choses ? Malheureusement l'auteur n'a pas trouvé la réponse. Vous la connaissez, vous ?.. Eh bien, adhérez à l'U.D.B.

Joël Guégan

(1) Le tournoi des 5 nations, gagné souvent par le Pays de Galles, vous connaissez ?

(2) Le texte est agrémenté de citations dénuées d'intérêt, dans leur forme, destinées à montrer le « niveau culturel » du candidat, manifestement.

Gouel KREIZ - BREIZh

Dimanche 16 octobre

PENN-AR-PONT

(Châteauneuf-du-Faou)

de 15 h. à la nuit

- Chanteurs - Jeux
- Théâtre en breton
- Allocution politique
- FEST-NOS

Entrée : 10 F. pour l'ensemble
5 F. pour le théâtre seul

organisé par la Fédération UDB
du Centre-Bretagne

CHIFFRES POUR UN COMBAT

Au centre hospitalier de Quimperlé, la création d'un poste d'hôtesse d'accueil révèle une fois de plus le sous-emploi qui sévit dans notre pays. En effet, environ 200 jeunes filles et femmes ont déposé leur candidature pour concourir...

LA ROCADE DE LA BAULE

OU LES DIFFICILES RAISONS DE M. GUICHARD

DECIDEMENT, Monsieur Olivier Guichard, Maire de La Baule, arrive toujours à s'esquiver. Mais le pourra-t-il encore longtemps ? C'est qu'aujourd'hui, il a devant lui, à chaque séance du conseil municipal, un interlocuteur ténace qui le pousse dans ses derniers retranchements. Il s'agit de Me Tinière, le seul élu de gauche de la commune. Le 20 juillet 1977 se tenait le conseil municipal. A cette séance, les élus municipaux devaient se prononcer pour ou contre la réalisation de la rocade de la Baule. Cette séance devait être particulièrement animée.

LE MALHEUR DES PALUDIERS FAIT LE PROFIT DES PROMOTEURS

Rappelons pourquoi une route à 4 voies dite « rocade » a été envisagée. Il s'agit de continuer le tracé de la voie à grande circulation Nantes-Le Croisic, ce qui permettrait de libérer une artère principale de La Baule où passent, d'après M. Guichard, 6000 voitures par an. A cela, il n'y a pas grand mal, mais où l'on ne marche plus, c'est que cette rocade doit traverser les marais salants. Pour le maire de La Baule, seuls 19 œillets seraient touchés par la construction de cette rocade ; mais pour les paludiers, ce seront plus de 500 œillets qui seront rendus inexploitable, l'étier qui les dessert étant traversé 7 fois par le projet (1). C'est donc une partie de la faune et de la flore des marais qui disparaîtront, mais c'est également plus de 70 personnes qui seront privées de leur travail. Elles viendront grossir le nombre des chômeurs en Presqu'île, ce dont on n'a guère besoin vu la dégradation de l'emploi dans ce pays après la



Menace sur un irremplaçable paysage breton

fermeture des conserveries de La Turballe, les licenciements chez Thiriet, etc...

Vous pensez bien que la compagnie des Salines du Midi, déjà propriétaire de milliers d'œillets, voit d'un très bon œil la réalisation de cette rocade : avec la complicité de la banque d'affaire la Hénin « spécialiste du sel et de l'immobilier », comme elle le déclare elle-même avec cynisme dans ses placards publicitaires, ils pourront de nouveau construire des immeubles de haut standing pour touristes aisés, car maintenant, les places constructibles sont aussi rares à La Baule que les écoles en breton. Alors il faut bien s'étendre, et comme chante notre camarade Servat en parodiant le maire de La Baule, au sujet des marais salants : « Quelle place, quel argent perdus ! Mettons du béton dessus ». Tout cela, Monsieur Guichard le sait, ce qui ne l'empêcha pas de déclarer dans un article pour le « Figaro Littéraire » du 30 juillet : « jardiniers des eaux, les paludiers sont les jardiniers à la française de ce paysage breton », plus loin, il affirme que « les marais ne mourront pas : ils sont entourés de trop d'attention passionnée. Je suis de ceux qui croient à l'influence des marais sur le micro-climat de la presqu'île et je sais que la merveilleuse baie de La Baule en profite... Nous sommes trop nombreux, atten-

tifs au marais pour qu'il meure, trop nombreux à être heureux de nos efforts pour qu'il se laisse aller à l'abandon. Cette merveille de la nature humanisée ne doit jamais devenir artificielle. La protection ne doit jamais aller jusqu'à la sclérose »

COUP DE THEATRE AU CONSEIL MUNICIPAL

Les débats étaient donc très animés le 20 juillet dernier et le ton montait entre le maire de la Baule et l'élu de la gauche. Me Tinière fit allusion à l'avis émis par le commissaire du gouvernement chargé de l'enquête sur la rocade d'après qui le projet ne revêt pas « un caractère d'utilité publique ». Monsieur le maire indiqua que les marais n'étaient pas en danger, car ils étaient protégés par le P.O.S. « Un P.O.S., cela se revise, Monsieur le maire » répliqua Me Tinière. Le ton montait de plus en plus. Me Tinière demanda alors une suspension de séance, afin que les paludiers présents dans le public puissent donner leur opinion. M. Guichard refusa, accusant Me Tinière de transformer les séances du conseil municipal en forums... politiques. Celui-ci voulut reprendre la parole, mais le maire de La Baule la lui coupa, et annonça la fin des débats afin de pouvoir mettre au vote la réalisation de la rocade. Se sentant bafoué, Me Tinière se leva et quitta la salle sous les

(1) Les œillets sont les bassins d'évaporation de l'eau de mer reliés à la mer par des chenaux nommés étiers.

L'ATELIER SERIGRAPHIQUE

IMPRESSION TOUS SUPPORTS
auto collants affiches
tee shirts pare soleil

tarif spécial pour les associations

le bourg. St Servant / Oust. 56120. Josselin
contact tel (97) 22.24.22 - r.m. en cours

applaudissements unanimes du public.

DES PRECEDENTS

Ce n'est pas la première fois que l'ex-ministre se dérobe de cette façon. Chacun sait comment il s'y prend pour se déculpabiliser face aux nombreux scandales de la région. Il utilise, et largement, les colonnes



Une mairie d'1 milliard d'A.F.

d'un hebdomadaire local pour répondre aux questions que se posent les travailleurs en face des dépenses somptuaires de la nouvelle mairie (construite en verre), du port de plaisance, en face des fermetures d'usines et des licenciements (Sotrimec, Gouteron, Thiriet, conserverie de la Turballe, etc...)

N'a-t-il pas traité de menteurs les responsables de la C.G.T. qui révélaient le départ prochain des usines de fabrication de caravanes. On mesure l'imprudence de ce politicien quand on sait que cette usine est rendue à Tournon dans l'Ardèche.

Quelles promesses fera M. Guichard pour les prochaines élections législatives, afin de renouveler son bail de député ? Nous pensons qu'il devrait envisager un autre lieu pour accomplir ses exploits !

Gilles Barillot.

LE MOIS PROCHAIN, UNE NOUVELLE CHRONIQUE DU PEUPLE BRETON

Avec le prochain numéro de notre journal, sera inaugurée une chronique que de nombreux lecteurs attendent avec impatience, si l'on en croit le courrier que nous recevons : l'histoire de Bretagne fera son entrée dans « Le Peuple Breton ».

LIBERTY BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix
Musique tous les choix

3, rue Jacques-Cartier
35400 SAINT-MALO

D'AUTRES LE DISENT

Le Monde

(23-9-1977)

VÉRITÉ AU-DELÀ DES PYRÉNÉES

ALORS que pendant des siècles c'est vers les Etats anglo-saxons et scandinaves qu'il fallait tourner les yeux pour prendre des leçons de démocratie et de progrès, la France, toujours centralisatrice et jacobine, ferait bien aujourd'hui de s'inspirer — malgré les différences évidentes qui existent entre les deux pays — de ce qui se passe au-delà des Pyrénées, entre Madrid et Barcelone.

En acceptant de rétablir la Généralité de Catalogne, l'Espagne de l'après-franquisme ne satisfait pas seulement des revendications populaires et « nationalistes », elle se donne aussi en exemple à une Europe qui voudrait bien, un jour, former une confédération, et singulièrement à la France, trop fidèle à un centralisme d'un autre âge.

Allergie à toute réforme politique

En dépit de la loi de juillet 1972 sur les régions et des quelques retouches qui lui ont été apportées, notamment dans le domaine économique ; en dépit aussi des initiatives du président de la République, qui a confié à M. Olivier Guichard une mission d'étude sur la réforme des collectivités locales, puis qui a lancé une vaste consultation auprès des maires, le pouvoir reste fondamentalement allergique à toute réforme politique qui déboucherait sur un accroissement des responsabilités des régions et des départements. La tutelle préfectorale demeure particulièrement vigilante, tandis que la marge de manœuvre des élus régionaux reste dérisoire, puisque les recettes fiscales dont ils peuvent disposer sont impérativement limitées à 35 francs par habitant.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

QUI A TROUVÉ UN DÉPARTEMENT BRETON ?

Evoquant les manifestations envisagées contre la taxe de coresponsabilité imposée aux producteurs de lait, le présentateur des actualités régionales de « Radio-Armorique » le 14 septembre dernier à 7 h 15, signalait la position identique des fédérations agricoles de trois départements bretons : le Finistère, le Morbihan et la Loire-Atlantique.

Le dit présentateur parut surpris lui-même, au point qu'il dut se reprendre pour finir la phrase.

Mais à l'émission de 12 h, tout était rentré dans l'ordre. Il ne restait plus que 2 départements bretons à faire la tête : le Finistère et le Morbihan. La Loire-Atlantique avait disparu, avec un risque de solidarité. Radio-« Pays de Loire » se chargeait de son côté de l'isoler au sein de sa « région ».

Tout rentrait dans l'Ordre technocratique.

de Bretagne

PB. SERVICE

Sous ce titre, nous ouvrons désormais une nouvelle rubrique de petites annonces gratuites. Nous voulons ainsi aider nos lecteurs à échanger, à trouver, à acheter ou à vendre différentes choses, ayant — de préférence — un rapport avec la Bretagne. Ces annonces sont entièrement gratuites, même pour les ventes, à condition que le prix demandé soit indiqué et inférieur à 500 F.

- Recherche dictionnaire français-breton et breton-français et une grammaire. Tout livre ayant trait à la Bretagne (poésies en français ou bilingue, économiques, politiques, etc.) ainsi qu'un(e) correspondant(e) bretonnant(e) pour aide afin d'apprendre la langue bretonne. Ecrire : Didier Mainguy, Bourg, Boissière du Doré, 44430 Loroux-Bottereau.

- Offre anciens numéros du P.B. depuis 1974, gratuitement. De plus, suis disposée à donner chaque mois mon P.B. à personne non fortunée qui désirerait le lire. Ecrire : Chantal Durand, 1, rue du Lot, 44100 Nantes.

- Breton, jeune enseignant, cherche contacts avec autres Bretons, région de Bruay, Béthune, Lens. Av. possibilités cours de breton. Ecrire : Yvon Hervé, 97, rue Louis-Dussart, 62700 Bruay-en-Artois.

- Si vous cherchez des correspondant(e)s en langue bretonne, écrivez à « Skingomz ha Skinwell » 18 bis, r. Duguay-Trouin, 22000 Saint-Brieuc, en indiquant vos sujets préférés et en joignant une enveloppe timbrée pour la réponse.

- Stages de guitare et vannerie en Bretagne. Ouverts toute l'année. Dans maison bretonne traditionnelle. Hébergement collectif ou camping sur place. Tarifs : une semaine (lundi au samedi midi) hébergement + nourriture : 400 F. Sans nourriture : 250 F. Ecrire Annie et Jean-Yves Le Gagne, Kerdostin, Kerdaniel, 56500 Moustoir-Ac.

LE PAYS DE PLOERMEL DOIT-IL FORCÉMENT MOURIR ?

Il y a, pour expliquer la désertification progressive du pays de Ploërmel, au moins une explication. C'est la comparaison de la population agricole avec le nombre et la grandeur des exploitations.

Le tableau ci-dessous nous donne le nombre d'exploitations, celui des exploitants et la superficie totale. Cela permet d'estimer d'une part la superficie moyenne par exploitant, d'autre part la superficie moyenne par exploitation.

Canton	Superficie totale (en ha)	nombre d'exploitations	nombre d'exploitants	Superficie moyenne par exploitation	Superficie moyenne par exploitant
Guer	8634	481	491	17,95	17,58
Josselin	15528	919	944	16,89	16,44
Malestroit	19423	1084	1105	17,91	17,57
Mauron	10651	468	481	22,75	22,14
Ploërmel	11438	578	592	19,78	19,32
La Trinité	13240	667	614	19,85	19,07

Ces chiffres datent de 1974/75. Si on les compare avec ceux de 1970/71, on constate une forte dépopulation en 3 ans.

Canton	nombre d'exploitations	Superficie moyenne
Guer	653	14,4
Josselin	1200	13,7
Malestroit	1417	14,7
Mauron	662	15,9
Ploërmel	758	15,9
La Trinité	883	15,7

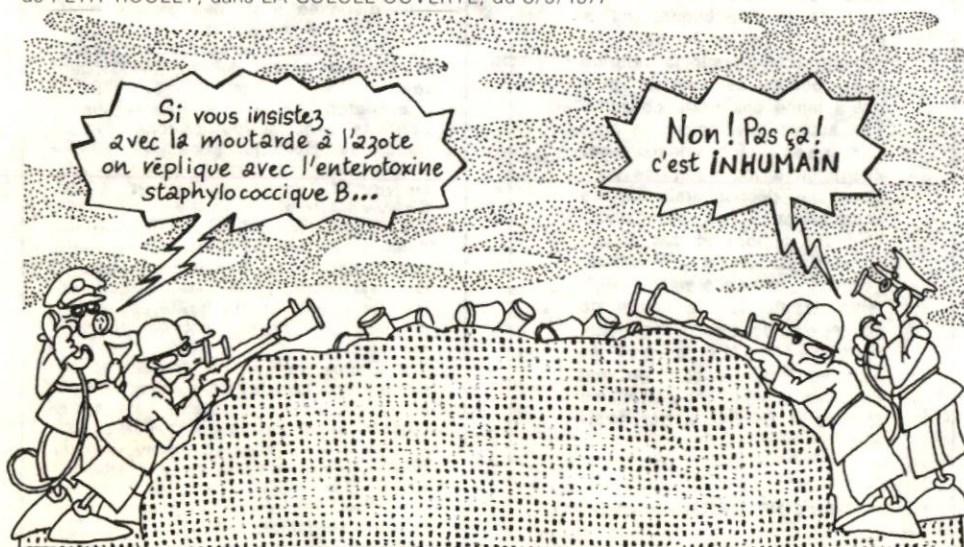
En même temps que l'indemnité viagère de départ et le remembrement des terres avaient pour conséquences le rajeunissement des chefs d'exploitations, elles ont favorisé l'augmentation de la superficie moyenne par exploitation alors que la surface agricole utile n'a pas varié. A noter que seul le canton de Mauron dépasse la moyenne départementale. Mais il ne faut pas oublier le cas des ouvriers-paysans (par exemple ceux qui travaillent chez Citroën) qui conservent parfois quelques hectares et aussi la présence de certaines productions spécialisées du type hors-sol, comme l'avi-culture, et de quelques unités légumières.

Quand on sait que dans certaines communes, le nombre des exploitations a baissé en 25 ans de plus de 60 %, on constate que ces mutations s'inscrivent dans le cadre d'une politique agricole destinée à uniformiser et à standardiser la production en favorisant au maximum les grandes unités.

Yvon Boëlle.

La caricature du mois

de PETIT-ROULET, dans LA GUEULE OUVERTE, du 8/9/1977



IFFIG

- a découvert un nouveau patron de choc : celui qui doit reprendre l'usine Voisin de la Croix-Helléau, près de Malestroit. Celui-ci a en effet demandé aux ouvriers de s'engager à ne pas faire grève et il refuse de voir un syndicat s'implanter dans l'entreprise.
- a quand même trouvé à ce chef d'entreprise un côté humain puisqu'il se soucie fort de l'argent de ses employés : il leur a en effet expliqué que les cotisations syndicales ne servaient qu'à remplir les poches des permanents de Paris...

Petites Annonces

Nous signalons que ces annonces sont **gratuites** pour tous nos compatriotes à la recherche d'un travail. De même nos adhérents et sympathisants qui nous signaleront des offres d'emplois en Bretagne pourront bénéficier de la gratuité de l'insertion.

DEMANDES D'EMPLOI

• J.H. 21 ans, BEPC, niv. Bac. A, devant faire stage perfectionnement pr avoir BAFA, candidat pr sélection ds école éducateurs ch. poste pré-stagiaire, en vue acquérir exp. Formation cours d'emploi envisagée ainsi que contrat-formation. Ecrire : Didier Mainguy, Bourg, Boissière du Doré, 44430 Loroux-Bottereau.

• J.F. 24 ans, ch. place coiffeuse à partir novembre sur Quimper. Ecrire : Francine Boissière, 32, rue Sambre-et-Meuse, 75010 Paris.

• Secrétaire sténo-dactylo expér. notions comptabilité, ch. emploi dans rég. Nord-Finistère. Ecrire au journal qui transmettra, annonce n° 77-92.

• Ch. poste opérateur-pupitre sur Univac 1100-1110 ou autre matériel. Rég. de Lorient, Vannes, Pontivy ou ailleurs en Bretagne. Parle et écrit anglais. Ecrire : Lanig Hervé, 26, av. des Rochers, Saint-Colomban, 56340 Carnac.

• Etudiante québécoise ch. travail au pair dans famille bretonnante pr année universitaire à Rennes. Ecrire : Cécile Cormier, chez Monique Bréhier, Mesnil-Benoist, 14380 St-Sever.

• J.F. 16 ans, BEPC, ch. emploi à temps complet ou mi-temps à Rennes. Ecrire : Rozenn Choneau, 15, rue de la Belle Epine, 35760 St-Grégoire.

OFFRE D'EMPLOI

• Ch. jeune Breton étudiant (garçon ou fille) sérieux. En échange gardiennage hôtel meublé pendant week-ends offre hébergement gratuit ds vie familiale sympathique, chambre tranquille pr étudier, salle de bains, repas en famille possibles. A Paris, quartier des grandes écoles, métro Maubert ou Jussieu. Ecrire au journal qui transmettra, annonce n° 77-91.

L'U.D.B. AU CONSEIL REGIONAL



Notre camarade (Leprohon) à l'extrême gauche du Conseil Régional.

A l'occasion de la récente session du Conseil régional qui s'est tenu à Quimper en septembre dernier, notre camarade Ronan Leprohon, seul conseiller régional de notre Parti a pris la parole, en particulier lors du débat sur l'emploi et sur la charte culturelle. On lira ci-dessous le texte de sa première intervention.

« Monsieur le Président, Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,

On conviendra volontiers que je n'ai pas beaucoup parlé jusqu'ici... A cela, il y avait deux raisons, sans doute. D'abord, les hésitations du néophyte, d'autant plus que je représente, seul ici, l'Union Démocratique Bretonne, parti autonomiste et socialiste breton. Ensuite la nécessaire observation de votre as-

semblée : il convenait que j'attende un peu avant de porter un jugement sur le Conseil régional de Bretagne...

Eh bien ! Je suis désormais édifié !

Quelle est en effet la situation de la Bretagne ? Qu'est-ce qui préoccupe les Bretons ? Quel est le souci quotidien des jeunes travailleurs ? Chacun sait que c'est le chômage et l'exil. Je ne vais pas à mon tour, abuser des chiffres. Bor-

nons-nous à citer cet exemple : cette semaine l'hôpital psychiatrique de Quimperlé recrutait une hôtesse : il y eut 200 candidates ! Monsieur le Préfet de Région caractérisait tout à l'heure le marché breton du travail comme « actif et dynamique ». Il faut savoir que cela veut dire que si beaucoup de travailleurs ont demandé et trouvé un emploi, davantage encore sont venus grossir le nombre des chômeurs. En mars 77, le chômage avait progressé en un an de 22,8 % dans la région de programme contre 8,8 % d'augmentation en France. Certes, on nous dit qu'en juillet 77 ces chiffres sont devenus respectivement 27,5 % en Bretagne et 25 % en France : la France rattraperait la Bretagne dans l'aggravation du chômage ? C'est ignorer que la



référence de juillet fausse tout pour la comparaison, car en Bretagne, compte tenu du marché saisonnier du travail estival, les chiffres sont toujours « meilleurs » en saison touristique. Attendons les statistiques d'octobre ou novembre et nous verrons à nouveau le fossé se creuser.

Ce qui est réel, c'est que le chômage persiste et avec lui l'exil des jeunes producteurs : que l'on regarde dans les résultats du recensement les tranches d'âge de 20 à 30 ans pour constater que se poursuit le départ des forces vives du pays. Le rapport de M. le Préfet sur la démographie se plaît à souligner cependant le renversement de la tendance et insiste sur le fait que le retour des retraités parmi les immigrés ne représenterait que 7,1 %. C'est oublier que l'on a pris comme définition du retraité les gens de 65 ans et plus !

Or chacun sait qu'en Bretagne, un courant de retour non négligeable est assuré, avant cet âge, par les retraités de la Marine ou de l'Armée qui viennent encore grossir le marché de l'emploi de leurs demandes d'emplois complémentaires...

Face à ces réalités, et à l'exception du financement de la cale de radoub de Brest, qu'est-ce que ce conseil régional a fait, durant cette session contre le chômage et l'exil ? Notre seule action a été le vote des crédits à la création de nouvelles entreprises artisanales. Mais calculons : il a déjà été montré ici qu'avec les 500 000 F de subvention, nous pourrions espérer créer 38 emplois d'ici la fin de l'année 1977. Au mieux, disons 50 emplois ! Or une seule semaine bretonne, comme la présente semaine nous a apporté les 36 licenciements de la Manufacture bretonne de confection et les 54 licenciements de la CO-BREMACO, dans les charbonnages. Soit au total 90 licenciements. Soit deux fois plus de licenciements à Brest en une semaine que nous ne créerons d'emplois en 3 mois dans toute la région de programme ! Voilà la réalité.

Face à cela, que peut faire un conseil régional comme le nôtre ? Hier, M. Cointat (qui a eu, en son temps, des responsabilités gouvernementales) nous expliquait que la Bretagne devait développer face aux entreprises la stratégie de la « séduction et du sourire ».

Il fut un temps où la Bretagne était une mendicante, habituée des guichets du Louvre, de Versailles ou de Matignon et, ma foi, à l'occasion elle se faisait un peu violer... A cette mendicante un peu passée de mode, on nous propose aujourd'hui de substituer la call-girl de l'ère industrielle. Mais c'est toujours de prostitution qu'il s'agit !

Pourtant nous pouvons agir. Soit en continuant un saupoudrage électoraliste de subventions et d'aides localisées. Cela constitue une aide aux notables, certes, mais cette poudre aux yeux, par son inefficacité est porteuse d'illusions et de déceptions futures. Soit en concen-

trant nos moyens financiers en gros investissements industriels et d'infrastructures, générateurs d'emploi par l'industrialisation qui en découle.

Mais dans ce dernier domaine bien sûr nos moyens financiers actuels sont insuffisants. Et pourtant, en portant à 33,60 F l'imposition personnelle moyenne cette année, nous avons atteint le maximum de la pression fiscale autorisée...

Alors que faire ? Eh bien, il faut à la Bretagne une politique radicalement différente que je résumerais en 6 points :

1) - quand on observe cette assemblée d'élus, on mesure la nécessité d'une assemblée élue au suffrage universel direct.

2) - quand on constate l'importance du rôle des élus « nationaux », on mesure la nécessité de l'incompatibilité des mandats « régionaux et nationaux ».

3) - quand on voit qu'au Conseil économique et social de Bretagne, la 3ème commission ne réunit que 12 voix sur 45 sur des mesures aussi nécessaires que la relance de l'activité économique par la progression du pouvoir d'achat des travailleurs et l'augmentation des effectifs du secteur public et nationalisé, on mesure la nécessité d'un conseil économique et social où les forces du travail, ouvriers, paysans et artisans soient majoritaires, comme ils sont majoritaires dans le pays.

4) - quand on voit la faiblesse de nos moyens financiers, quand se multiplient les transferts de charge de l'Etat à la région, on mesure la nécessité de fournir à la région un véritable budget alimenté par un transfert important de ressources de l'impôt d'Etat et non par une surimposition des contribuables bretons.

5) - quand on constate, comme tout à l'heure, la modestie du taux d'exécution des décisions prises par « l'Etablissement public régional » et qu'on partage, comme moi, l'opinion émise par notre collègue Regnault, selon laquelle la région n'a pas les moyens de sa politique, on mesure la nécessité d'un véritable exécutif régional, responsable devant l'assemblée élue.

6) - quand on constate l'absence, ici, de tout représentant de la Loire-Atlantique, faisant de la région de programme une Bretagne-croupion, on mesure la nécessité de parvenir à la Bretagne intégrale qui nous permettra de disposer du potentiel industriel et commercial nantais et de la tradition ouvrière nazairienne.

Vous l'avez compris, mes chers collègues, à l'énoncé de ces points de vue pour moi, la solution aux problèmes de la Bretagne passe par une autre politique, passe par un autre régime. Ne pas le dire au peuple breton, lui laisser croire que nous pouvons, avec la politique et le régime actuels, résoudre ses problèmes, serait lui mentir ».



Radio-UDB

émet de 20 h. à 16 h.

Radio-U.D.B. émet à partir de 20 h le soir jusqu'à 16 h le lendemain.

Vous pouvez écouter le « droit à la différence » en appelant

le 16 (98) 80.18.47

A bientôt.

Diffusant des messages de 3 minutes depuis le siège national de notre Parti,

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

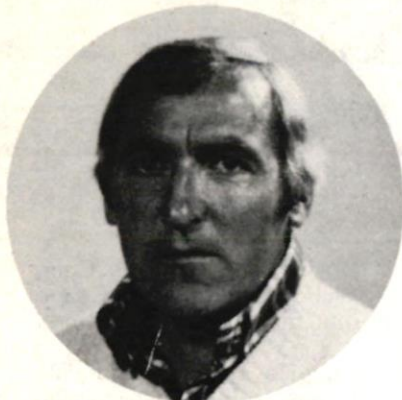
..... déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 197

Adressez ce bulletin (découpez ou recopiez) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

La vie de l'U.D.B. : nos candidats en mars 78



Jean Guillou
candidat U.D.B. à Quimper

Le Peuple Breton



Daniel Giraudon
candidat U.D.B. à Lannion

Le Peuple Breton



Paul Guégueniat
candidat U.D.B. à Concarneau

Le Peuple Breton

LA première circonscription du Finistère est composée des cantons de : Quimper, Fouesnant et Pont-l'Abbé. 24 communes, 112 000 hab. (Recensement de 1975).

Cette partie de la Cornouaille se présente comme une image réduite de la Bretagne et de ses problèmes. Bien évidemment, M. Bécam, député de la circonscription, ne peut rien contre une situation qui se dégrade : n'est-il pas Secrétaire d'Etat d'un gouvernement responsable de cette dégradation ?

Je serai le candidat de l'U.D.B. dans cette circonscription aux prochaines législatives. Pourquoi ?

D'abord pour DENONCER. Il faudra dire bien haut qu'il n'y a pas de fatalité qui nous condamne, mais une volonté délibérée du gouvernement de transformer nos campagnes en réserve touristique et nos ports de pêche en ports de plaisance (voyez du côté de Bénodet et de Fouesnant...). Il y a la logique implacable du système capitaliste qui accule le paysan à quitter sa ferme, le pêcheur à vendre son bateau et qui ferme les portes des entreprises. Bref ! qui utilise à son profit nos RICHESSES. Il faut que les travailleurs s'y opposent et ils le peuvent — avec l'U.D.B.

Car notre parti dénonce mais aussi PROPOSE. Nous discuterons avec les électeurs les propositions du P.D.B. (programme démocratique breton). A la volonté capitaliste de supprimer, nous opposons la volonté de vivre. Ici. De notre travail. Nous présenterons les solutions de l'U.D.B.

— SEUL parti qui affirme et prouve la spécificité des problèmes bretons,

— SEUL parti à prendre en compte la totalité du problème breton et donc seul capable d'empêcher notre disparition en tant que Bretons,

— Parti enfin qui mène un combat d'avant-garde pour une culture bretonne authentique.

D'autres se proposeront pour aller mendier des aumônes à Paris... Nous proposerons aux électeurs de lutter avec l'UDB pour exiger simplement notre DROIT.

Jean Guillou.

LA circonscription électorale de Lannion rassemble l'arrondissement de Lannion, c'est-à-dire la partie Nord du Trégor et le canton de Paimpol en Goëlo. Certes la région a connu un grand développement de l'industrie électronique, entre 1968 et 1975, mais cette activité se trouve aujourd'hui menacée : il n'y a plus d'embauche et les départs ne sont pas compensés. L'agriculture pourtant pleine de possibilités (exportation des primeurs, transformation possible des produits de l'élevage) voit ses effectifs baisser rapidement (6 000 emplois en moins en 7 ans). Le commerce, l'artisanat, la pêche connaissent aussi des difficultés alors que les nombreux marins qui habitent la région ont de plus en plus de mal à trouver de l'embauche en raison de la réduction des équipages et de la crise des transports maritimes. De plus, 1 500 jeunes arrivent chaque année sur le marché de l'emploi, c'est plus de 2 500 chômeurs que l'on compte dans la circonscription sans parler de ceux qui doivent s'expatrier pour survivre.

L'U.D.B., forte de sa présence aux dernières élections cantonales et municipales dans la région, ne pouvait rester absente des élections législatives. Pour la première fois les électeurs de la circonscription pourront, par leur vote montrer leur désir de vivre décemment en Bretagne et de voir appliquer les solutions proposées à leurs problèmes par l'U.D.B. Une équipe, dévouée, et compétente représentera l'U.D.B. dans la circonscription. Le candidat Daniel Giraudon, 33 ans, professeur à Lannion où il habite depuis plus de 10 ans est bien placé en tant qu'enseignant pour connaître mieux le monde agricole et la langue bretonne (qu'il a lui-même apprise dans ses visites fréquentes à la campagne), il est à l'écoute des revendications paysannes. Il vit aussi quotidiennement les problèmes du petit commerce.

Le suppléant, Roger Perrot, 41 ans, après un passage dans la marine marchande, est aujourd'hui gérant de coopérative maritime, à Tréguier. Il connaît particulièrement bien les problèmes des professions liées à la mer.

Fédération U.D.B. du Trégor

J'AI 32 ans, je suis enseignant dans un C.E.S. de Concarneau, je serai aux élections législatives candidat U.D.B. dans la VIII^e circonscription du Finistère qui couvre 7 cantons (Arzano, Bannalec, Concarneau, Pont-Aven, Quimperlé, Rosporden, Scaër). Mon suppléant sera Martial Catherine dont la connaissance des problèmes maritimes sera précieuse.

La présence, l'activité de l'U.D.B. dans ce secteur ne sont pas nouvelles ; nous étions présents aux municipales à Trégunc et à Concarneau où nous avons un élu. Au cours des dernières années, nous avons été fréquemment amenés à prendre position vis-à-vis de divers conflits sociaux ; car le Sud-Cornouaille, c'est, malheureusement, le symbole de la volonté de désindustrialisation de la Bretagne : citons, pour mémoire, et pour ne mentionner que les plus marquants, la S.A.F. à Quimperlé, Saupiquet à Riéc, Donval à Rosporden, Rhône-Bretagne à Pont-Aven, et plus récemment Cascadec (Bolloré) à Scaër et SO.PRO.MER à Concarneau : c'est encore le déplacement des armements à la pêche vers des lieux plus immédiatement rentables et le sacrifice des terres agricoles en bordure de côte au bénéfice du tourisme.

Sur tous ces points, nos analyses ont paru dans le Peuple Breton ; pour nos anciens lecteurs, nul doute qu'elles suffisent à justifier une candidature U.D.B. D'autres objecteront que le député actuel est le socialiste Le Pensec ; c'est vrai que la circonscription est à gauche et que les dernières municipales ont largement confirmé cette orientation ; eh bien, nous disons qu'il faut que le débat soit porté à gauche. Lors de son élection, Le Pensec reconnaissait la spécificité du problème breton ; pour lui, ceci pouvait se résoudre dans le cadre d'un parti hexagonal ; qu'en est-il advenu ? Y a-t-il en Bretagne un député du peuple breton ?

Paul Guégueniat.

« Kaolins de Berrien » : reprise des activités

Fermées depuis plusieurs mois, les mines de kaolin de Berrien viennent de reprendre la production sous le contrôle de l'usine « China Clay » qui a son siège en Cornouailles britannique. Cette usine occupe le premier rang mondial avec une production annuelle de 3 millions de tonnes de kaolin.

A Berrien l'exploitation reprend avec une trentaine de personnes pour une production prévue de 40 000 tonnes par an.



Bâtiment : licenciements

En Bretagne, le bâtiment connaît une situation préoccupante. La C.F.D.T. s'élève contre la compétition entre entreprises qui se fait au détriment des salaires. Sur 85 000 salariés, 802 licenciements ont été décidés récemment dans la région. Une des dernières entreprises touchées est la S.E.R.T. à Lorient qui employait 175 travailleurs et se trouve désormais en liquidation de biens.



Quéménéur-Landerneau :
185 licenciements



Brest : trafic portuaire en hausse

En un an, le trafic du port de commerce de Brest a régulièrement augmenté. On évalue à 25 % cette hausse, due en majeure partie à l'importation de fèves de soja destinées à l'alimentation du bétail, mais aussi au bon développement de l'exportation des poulets et autres produits congelés.



MOR-BIHAN

BELLE-ILE : LA GREVE DU GRAND PAVOIS

Contrairement à la tradition qui voulait que les bateaux de la Compagnie Morbihannaise pavoisent pour la bénédiction de la mer, les capitaines et matelots des Courriers de Belle-Ile ont fait la grève du Grand Pavois.

Cette manifestation est intervenue après que le curé de Le Palais ait discrédité la grève des marins du 31 mai dans le bulletin paroissial « L'Echo de Belle-Ile ».

Ce n'est pas la première fois que ce notable intervient dans la vie publique de l'Ile. Il est dommage qu'il n'ait pas le courage d'intervenir en réunion publique, cela donnerait à bien des « paroissiens » la possibilité de lui apporter la contradiction.

FINISTERE

POULLAOUEN : PROJET DE BARRAGE SUR L'AULNE

Si ce barrage entre Poullaouen et Scrignac est réalisé (comme le veut la DDA), ce sont de 150 à 200 ha de terres qui seront inondées ; une ferme disparaîtra, plusieurs seront démembrées.

Aucune information, aucune consultation des riverains. Seuls les « tirs de mine » les ont mis au courant du projet ! De l'eau pour qui ? On parle de Châteaulin, de Crozon, de Quimper, voire du pays bigouden...

La section UDB de Poullaouen a pris l'initiative d'interpeller la municipalité dans une lettre ouverte pour réclamer une information immédiate. Un comité de défense des agriculteurs s'est mis sur pied.

La réponse du maire à notre lettre montre bien la confiance dont sont dignes les notables de droite : « nous sommes chargés par les responsables de la DDA de :

1) présenter sincèrement leurs excuses pour les maladroresses qu'ils ont commises lors des travaux d'étude (les tirs de mine !!) ;

2) rassurer l'UDB sur la pollution, les suppressions d'emploi et les spéculations d'ordre touristique ;

3) prévenir tous les riverains qu'ils se proposent de venir sur place quand l'étude du projet sera au point... ».

Voilà une politique du fait accompli qui, en effet, est bien rassurante !

COTES-DU-NORD

SAINT-BRIEUC. LES FAUX-FUYANTS DE LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

L'Union départementale C.F.T.C a dénoncé la supercherie des mesures « anti-chômage » du pouvoir en place. En particulier le syndicat a révélé l'utilisation abusive du travail temporaire par l'intermédiaire de sociétés spécialisées : ainsi au « Joint français » un roulement joue sur une quinzaine d'emplois depuis plusieurs mois, avec des salaires dérisoires, alors que ces emplois devraient être définitifs. De telles pratiques se produisent d'ailleurs dans d'autres entreprises, telles Chaffoteaux et Maury.



ILLE-ET-VILAINE

SAINT-MALO : INQUIETUDES POUR LA GRANDE PECHE

La limite des 200 miles, la fusion des armements, la réglementation internationale sont des sources d'inquiétude pour les marins de la « grande pêche » dont les navires ne peuvent plus, ni travailler toute l'année, ni même exploiter une seule espèce. Des expériences sont tentées vers le hareng (U.S.A.), le merlu (Afrique du Sud), la crevette (Groëland) etc..., mais toutes ne sont pas concluantes et l'on craint des licenciements.

Lors d'une conférence de presse tenue en septembre, la C.G.T. s'est interrogée sur l'avenir de la grande pêche, se demandant en particulier « **quelles seront les garanties que les novices pourront avoir quand ils sortiront des écoles d'apprentissage maritime** ».



D.R.

LOIRE-ATLANTIQUE

SAINT-NAZAIRE : LICENCIEMENTS ET RACISME CHEZ LANDRIN

Le mois de septembre a vu le maintien des quarante licenciements décidés en juillet et acceptés par l'inspection départementale du travail. Parmi eux des travailleurs ayant dépassé la cinquantaine et qui étaient présents dans l'entreprise depuis de nombreuses années. D'autre part un travailleur immigré, délégué, est l'objet d'accusations de la part de certains chefs de chantier, accusations typiques de ce racisme quotidien aussi banal que nocif : « **incapable de travailler pour gagner sa journée** ».

Chronique réalisée ce mois avec le concours des fédérations UDB de Brest, Centre-Bretagne, Haut-Vannetais, Loire-Atlantique et Rance-Penthièvre

Brèves

Lorient : objecteurs de conscience décriés

La municipalité lorientaise avait accepté le concours d'objecteurs de conscience pour soulager le travail du bureau d'aide sociale de la ville, ce qui en aucun cas ne devait provoquer une réduction d'effectifs.

Cependant cette affectation fit l'objet d'une dénonciation mettant en cause le bon fonctionnement du B.A.S. ce qui eut pour résultat le retrait des objecteurs de conscience.



Sécurité sociale à reconquérir

Après l'augmentation des cotisations, celle des dépenses restant à la charge de l'assuré, les restrictions annoncées sur le remboursement de 1000 médicaments, la politique gouvernementale en matière de santé a pour effet de restreindre encore le pouvoir d'achat des travailleurs. L'U.D.B. s'est jointe à la C.F.D.T., à la C.G.T. et à de nombreuses autres organisations dans la campagne lancée pour la reconquête et la promotion de la sécurité sociale.



Culture : 4^e Festival de Hédé

Cette année encore les commerçants, entrepreneurs et habitants de Hédé ont prêté mains et matériel à la préparation du festival. Les six journées de cette manifestation du 10 au 15 août ont attiré près de 10 000 spectateurs qui ont répondu avec enthousiasme à cette entreprise de création et d'animation culturelle en milieu rural.



Baie de Saint-Brieuc : coquilles St-Jacques

La Baie de Saint-Brieuc est le premier gisement coquillier de l'hexagone. L'exploitation de la coquille St-Jacques est assurée par quelques mille cinq cents pêcheurs pour lesquels cette activité représente environ 70 % de leurs revenus l'an passé. 9000 tonnes de coquilles ont été commercialisées en baie de St-Brieuc.

UN COMMUNISTE & SES

INTERVIEW RÉALISÉE A PRAGUE DE SÉRAFIN ALIAGA,

En gras, les questions du P.B.
En maigre, les réponses d'Aliaga



Etienne Montès / Gamma

Alors que se poursuit la répression (grève générale de mai 77 en Pays Basque : la police tire avec des balles en caoutchouc)...

Les événements qui agitent chaque jour davantage la vie politique de l'état espagnol, ont de quoi étonner après la longue parenthèse de franquisme. Tout se passe en effet comme si l'Histoire s'était arrêtée pendant 40 ans pour reprendre brusquement son cours avec de nouvelles générations, montrant que les questions que certains croyaient dépassées, sont finalement des problèmes d'actualité fondamentaux.

Ce n'est donc pas un hasard si la Catalogne bénéficie la première d'un statut d'autonomie comme avant le franquisme. En Euskadi-Sud, la volonté du peuple basque s'exprime chaque jour davantage dans la rue : le succès d'une manifestation comme la « Marche de la liberté » montre bien que là aussi l'état espagnol devra céder. En Galice les récentes élections prouvent que la prise de conscience du peuple galicien n'échappe pas à cette vague de fond qui bouscule les conceptions étiquées.

Dans cette affaire, il n'est pas indifférent de connaître le point de vue des camarades du Parti communiste d'Espagne. Aux documents officiels aux programmes, nous avons préféré une conversation avec un vieux militant du P.C.E., Serafin Aliaga, que nous remercions en précisant que c'est à titre personnel qu'il a tenu à s'exprimer ici, et non pas en tant que membre du Comité central du P.C.E. Nous laissons le soin à nos camarades Basques, Galiciens et Catalans, c'est-à-dire aux partis signataires de la Charte de Brest, d'analyser et de répondre à la lumière des faits et des situations vécues dans leurs pays respectifs.



Queroz / Gamma

...seront-ils les interlocuteurs de la gauche castillane ?
(réunion le 7 juillet des leaders autonomistes catalans)

Question académique : quelle est la position de ton parti sur les problèmes des minorités nationales en Espagne ?

D'abord, nous ne posons pas ces problèmes en termes de minorités nationales, mais en termes de nations. Nous sommes pour l'autodétermination de l'ensemble des nations composant l'état espagnol.

Vous poussez aux sécessions, dirait-on ?

Bien au contraire. Nous pensons que l'Etat espagnol fait un tout, qui se tient. Cela dit, si ceux qui appartiennent aux nations intéressées veulent la séparation, contre laquelle nous sommes, eh bien, leur choix doit être respecté (1).

En tout cas, il y a en Espagne une demande de décentralisation qu'il devient urgent de satisfaire. Il est temps que les « régions » puissent prendre leurs responsabilités. Et il n'y a pas que les Catalans, les Basques et les Galiciens. Les Valenciens aussi demandent un statut spécial, les Andalous veulent un gouvernement régional, n'oublions pas non plus les Baléares, les Canaries. Tout cela demande à être précisé, mais de telles aspirations sont justifiées.

Je me demande si vous avez toujours parlé ainsi ?

Mais bien sûr. Sous la première République, le statut de la Catalogne a été défendu par les communistes, il y avait des ministres communistes au gouvernement. Nous avons dit oui de bonne heure à la revendication nationale parce qu'il importait d'enlever à la bourgeoisie un drapeau qui n'était pas le sien ; et notre souci était le même en ce qui concernait la Galicie et le Pays basque, dont le statut allait être voté lorsque la guerre a éclaté.

Revenons à la Catalogne ; être Catalan, cela va de soi...

Naturellement. L'intégration de la Catalogne à la couronne d'Espagne ne date que du XVI^e siècle. Au terme d'une série de guerres ouvertes, et en prélude à plusieurs autres, c'était de l'occupation militaire pure et simple. Après le rattachement, la rivalité entre la Catalogne et la Castille a persisté, et le pouvoir central a bien su l'entretenir. La Catalogne était en avance, culturellement, économiquement, son expansion commerciale vers l'Europe et en Méditerranée, réelle. Ce qui faisait que les autonomistes, on les trouvait surtout parmi la grande bourgeoisie du cru ; l'autonomie qui les intéressait, c'était la « liberté de mouvement », celle qui leur aurait permis de faire plus d'af-

« MINORITES »

DU PARTI COMMUNISTE ESPAGNOL

fares, leur souci c'était « l'intérêt de la nation », c'est-à-dire le leur, non celui du peuple. Cela explique que cette revendication n'ait pas été prise en compte au début par les organisations ouvrières, qui avaient de toutes façons d'autres chats à fouetter. Néanmoins, c'était une erreur ; et puis, aussi vous vous rappelez la conception stalinienne de la nation... (2)

Dans les conditions actuelles, comment s'organise votre parti ?

Le P.C.E. a des structures bien adaptées, ce n'est pas d'hier. Je continue sur la Catalogne. Il y a un parti qui s'appelle le Parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C.), lequel rassemble les communistes qui vivent en Catalogne, pas forcément catalans, par conséquent.

C'est la double appartenance ?

Non, c'est la décentralisation. Il y a un Parti communiste d'Espagne. Bien. Il y a le P.S.U.C. catalan, avec, d'une part, son comité central, et ses représentants au comité central du P.C.E. De même y a-t-il des partis communistes galiciens, basque, valencien. Moi, j'ai ma carte du Parti communiste valencien ; concrètement : un communiste madrilène qui travaille et vit à Barcelone est membre du P.S.U.C., un communiste catalan établi à Madrid est membre du P.C.E. Voilà.

Voilà qui nous amène au pullulement de partis que l'on constate aujourd'hui en Espagne. Je suppose que cela doit vous agacer un peu.

Non, pourquoi ? C'est un phénomène normal, après 40 ans de silence et de sommeil du débat d'idées. La politisation « sauve » est une conséquence de l'étouffement de la démocratie. Tout cela se décafe peu à peu, les récentes élections ont d'ailleurs accéléré le processus.

Décentralisation, centralisme démocratique : pas de contradiction ?

Aucune. Nous sommes attachés au centralisme démocratique, et c'est bien pourquoi nous veillons à ne pas en faire un concept ou un carcan. Du temps de la clandestinité, un centralisme démocratique rigoureux était indispensable, il garantissait la démocratie et y obligeait, en même temps qu'il assurait l'application des directives, qu'il préservait des risques de coupure entre l'intérieur et l'extérieur. Il y avait un comité central chaque année, une ligne politique était définie, adoptée et suivie, quand le comité central était dans l'impossibilité de se réunir, une information régulière des militants était assurée. Aucune décision n'a jamais été prise autoritairement.

Je me souviens d'exclusions spectaculaires ; Semprun, Claudin...

Spectaculaires ? C'est vous qui le dites. Les procédures se sont déroulées dans des conditions parfaitement démocratiques. Je le répète, il n'y a jamais eu au P.C.E. de décision autoritaire.

La Catalogne, le Pays basque : deux nations, deux sentiments nationaux qui ne se sont pas manifestés de la même façon sous le franquisme. Pourquoi tant de violence dans le second ?

Parce que Franco avait de la mémoire. Lorsqu'il a fait son coup en 36, tous les Basques ont pris le parti de la République, y compris le parti nationaliste basque, conservateur, y compris la hiérarchie catholique. Franco n'a trouvé personne sur qui s'appuyer. Il ne l'a pas oublié, ce qui a fait que l'ère franquiste au pays basque a été celle du châtimement, avec une véritable armée d'occupation. Pendant 40 ans, les Basques ont entendu d'une part que la guerre n'était pas finie, et d'autre part qu'ils étaient des vaincus. C'était la terreur, là-bas, le parti communiste y a été liquidé comme nulle part ailleurs en Espagne.

De nouvelles générations sont arrivées, sans traumatisme. Elles n'avaient pas vécu la guerre, mais avaient cependant reçu en héritage la haine du franquisme. Certains, nombreux, ont choisi l'action armée. Pour notre part, au P.C.E., nous avions dit non à l'action terroriste. Cependant, on ne peut évidemment pas parler de l'E.T.A., dont le caractère patriotique et anti-fasciste est évident, comme on pourrait parler, par exemple, du GRAPO. Il faut le dire, et il faut comprendre.

Je connais, dans certain pays proche du tien, des communistes qui sont plus nerveux que toi quand on leur parle « nations » et « minorités »...

Pour ce qui me concerne, en tout cas, je pourrais bien dire que l'Espagne avec un grand E, ce n'est pas très important, et que ça n'a même pas beaucoup de sens. Jusqu'aux Bourbons, il n'y a pas eu de roi d'Espagne, mais des Aragon, des Castille-Aragon, et ainsi de suite... L'Espagne se compose d'une mosaïque de nations assemblées par la violence. Il y a juste le Portugal qui en a réchappé ; à cet égard, c'est une sorte d'accident historique : un hoberau d'importation (française, je crois) ayant profité des querelles de ses voisins pour agrandir son territoire... L'important, ce n'est pas la couleur du drapeau ou les pointillés sur la carte, l'important, ce sont les gens qui vivent là où nous luttons.

Recueilli par Yvon Beguvin.

(1) cf. notamment V.I. Lénine — « Une caricature du marxisme » — A propos de l'« économiste impérialiste ». (Œuvres T. 23, Editions sociales, Paris, Editions du progrès, Moscou, pp. 72-73).

(2) « La nation est une communauté, stable et créée historiquement, de langue, de territoire, d'activité économique et de caractère, qui s'exprime dans une communauté de culture. C'est seulement à la réunion de toutes ces caractéristiques que l'on reconnaît une nation ». J.V. Staline, « Le marxisme, les problèmes nationaux et coloniaux », p. 11.

Peuples opprimés

ESPAGNE

Au moment où la Commission du Marché Commun accepte d'enregistrer la demande d'adhésion de l'Espagne, il faut savoir que le processus démocratique est loin d'avoir chassé toutes les séquelles du franquisme. En ce moment à la prison de Cordoue, un anarchiste breton fait la grève de la faim pour obtenir d'être jugé par un tribunal civil, ce qui se traduirait certainement pour lui, par une libération immédiate. Il s'agit de Serge DUPONT-NÉDÉLEC, condamné en 1967 (10 ans déjà) ainsi que deux autres militants anarchistes bretons, par un tribunal militaire franquiste, à plusieurs dizaines d'années de prison. Par cette grève, Serge DUPONT-NÉDÉLEC entend rappeler au monde, qu'il existe encore dans les geôles espagnoles des victimes du franquisme. Il faut que l'opinion internationale se mobilise une fois de plus. C'est pourquoi l'Union Démocratique Bretonne avec l'appui des organisations signataire de la Charte de Brest, de Catalogne, du Pays Basque et de Galice, en appelle à tous les gens de gauche et à tous les démocrates pour appuyer cette grève de la faim, en écrivant ou en téléphonant à l'Ambassade d'Espagne ou dans les consulats.



Serge DUPONT-NÉDÉLEC

GUYANE

Dans un communiqué, l'Union des Etudiants Guyanais dénonce les manœuvres du gouvernement français qui, par une politique d'immigration de réfugiés, rescapés de la collaboration américaine pendant la guerre d'Indochine, cherche à combattre les aspirations légitimes du peuple guyanais. Sous couvert d'une opération humanitaire, le pouvoir colonial français vise en réalité à faciliter l'exploitation des richesses naturelles de la Guyane, au détriment des intérêts du peuple guyanais. Mais celui-ci ne reste pas sans réagir : le jeudi 11 août a eu lieu à Cayenne un grand meeting populaire organisé à l'initiative des principales organisations politiques et syndicales représentatives du peuple guyanais. Le succès de ce meeting a clairement montré, s'il en était besoin, que le peuple guyanais est fermement opposé à l'installation des réfugiés sur son territoire national.

DIWAN : LE GERME DES MATERNELLES EN BRETON



Marc Le Tisserand

Il est 9 h 15, les voitures s'alignent le long du muret de la cour d'école. Denez, l'éducateur, sur le pas de la porte accueille les enfants qu'accompagne leur maman. Le lundi 19 septembre c'est la rentrée à Lampaul-Ploudalmézeau, commune du Nord-Finistère nichée à flanc de colline, surplombant la mer. Les maisons blanches et grises regroupées autour de l'église et son clocher du XVI^e siècle, sont illuminées par ce soleil de septembre qui semble jouer à cache-cache avec les nuages portés par le vent de la mer toute proche. Mais à Lampaul, il ne s'agit pas d'une « rentrée » comme les autres. Les enfants : Gwenaëlle, Visant, Onenn, Alan, Glenn, Fanny, Yann-Herle, Yann-Efflam sont heureux de retrouver leur « tonton Denez ». « Mont a ra, Tonton ? Sell ta pebez tog brao zo ganit ! » — « Mont a ra mad toud an dud ? ». Vous l'avez deviné : ici, les enfants, l'enseignant se parlent breton. Il s'agit d'une école maternelle fonctionnant en langue bretonne, ouverte tous les jours sauf le mercredi et le samedi. J'ai voulu en savoir plus, car il n'est pas courant de rencontrer ce genre d'école de nos jours en Bretagne.

SKOL VREZHONEG LAMBAOL

« Denez ! Combien y a-t-il d'enfants dans cette maternelle ? »

« Le 19 septembre il y avait 8 enfants inscrits. Nous en aurons sans doute trois ou 4 autres dans les se-

maines à venir. Sur les huit enfants, quatre sont déjà bretonnants et faisaient partie des premiers élèves lorsque l'école a été ouverte le 23 mai de cette année par l'Association DIWAN. »

A l'intérieur de l'école, deux salles : une de peinture comportant les habituels pupitres, les murs blancs sont parsemés de dessins d'enfants et de posters ou de photos de paysage. Deux grands tableaux verts visiblement confectionnés par les parents sont mis à portée des enfants et Gwenaëlle s'y donne à cœur joie avec les craies rouges et bleues. Dans l'autre pièce, un lavabo, le sol est recouvert de linoléum car ici se font des jeux d'eau, de pâte ou de céramique.

« Nous avons derrière l'école une plate-bande de terre abritée où les enfants plantent eux-mêmes des graines, pousses, fleurs etc... »

J'ai rencontré les responsables de l'école et de l'association Diwan, J.C. Bozec, secrétaire et R. L'Hostis trésorier et responsable de l'école de Lampaul qui m'ont expliqué les raisons de l'ouverture d'écoles en langue bretonne, leurs buts, leurs difficultés de fonctionnement, leurs espoirs.

DES ECOLES GRATUITES, LAIQUES, INDEPENDANTES

Diwan (« germe ») est une association 1901 créée en avril 77 dont le but est l'éducation et la culture bretonne chez les enfants. Les respon-

sables de Diwan pensent qu'aujourd'hui le temps des revendications est fini, après cent ans de demandes auprès du gouvernement, de pétitions, de projets de loi, (152 projets depuis 1870) de marches et manifestations, les parents membres de Diwan désirant apprendre le breton à leurs enfants, se sont décidés à mettre en œuvre eux-mêmes les moyens de scolariser leurs enfants, par la création d'écoles. « Nos écoles : à ce jour une à Lampaul-Ploudalmézeau, une autre à Quimper sont gratuites, véritablement laïques car n'appartenant qu'à notre association, qui est indépendante par rapport à tout parti politique. Nous fonctionnons à ce jour uniquement grâce au soutien financier volontaire, par des souscriptions, en attendant les subventions des communes, départements ou de la région auprès desquels nous avons déposé des dossiers de demande, mais qui ne pourront être voté qu'au début 1978 ».

50 ENFANTS SCOLARISES ENTIEREMENT EN BRETON FIN 1977

Deux écoles ouvertes à ce jour, deux autres à Brest et dans les Monts d'Arrée le mois prochain, Diwan ne manque pas d'ambition, c'est le moins qu'on puisse dire. Au total les responsables pensent que fin 1977 ce sont près de 50 enfants qui seront scolarisés en breton.

« J.C. Bozec, pourquoi avez-vous décidé de faire des écoles uniquement en breton ? A quoi peut servir le breton en 1977 ? »

DIWAN est une association de type 1901 dont les membres sont les parents d'élèves et les enseignants. Le Président en est le chanteur Gweltas ar Fur. Les secrétaire et trésorier sont J.C. Bozec et R. L'Hostis.

En l'absence de subventions officielles pour lesquelles des demandes ont été faites, mais qui en l'état actuel des choses, ne suffiraient pas à faire fonctionner l'association, DIWAN repose uniquement sur des dons et des souscriptions.

Il importe que le fonctionnement matériel de DIWAN soit assuré de façon régulière.

Si vous croyez que la langue bretonne ne doit pas mourir, et qu'elle peut retrouver une nouvelle jeunesse, envoyez vos dons, selon vos possibilités.

Pour tout renseignement, s'adresser au secrétariat de DIWAN : J.C. Bozec, route de Tréouergat, 29290 St-Renan.

Question classique que l'on entend tous les jours. Et d'ailleurs que peut rapporter la langue bretonne. A cette question nous répondons immédiatement : très peu, sur le plan de l'emploi ! Encore faudrait-il étudier les avantages qu'apportent la langue bretonne dans certaines professions s'exerçant dans un milieu social bretonnant, comme médecin, représentant de commerce, paysan, employé des coopératives etc... On pourrait peut-être mettre en parallèle la rentabilité effective en Bretagne de la connaissance des langues étrangères comme l'anglais, l'allemand, l'espagnol etc... Il n'est pas évident que la langue bretonne soit défavorisée sur tous les plans en Bretagne. Mais moins que l'INTERET immédiat qu'il y a à apprendre le Breton, il s'agit bien plus pour nous de promouvoir chez les enfants les notions d'appartenance à un peuple caractérisé par deux mille ans de culture économique, sociale dont le véhicule fondamental est la langue ». Et René L'Hostis qui a été à l'origine de la création de « Skol Vrezhoneg Lambaol » nous démontre qu'il n'y a pas que Diwan qui comprend l'intérêt culturel des écoles de Lampaul et Quimper.

LA LIBERTÉ : C'EST LE DROIT DE CHOISIR

« La liberté, nous dit-il, c'est le droit de choisir. Nous, Bretons, avons le droit de parler notre langue, et il importe que ce droit nous soit officiellement reconnu. Depuis la création de « Skol Vrezhoneg Lambaol » ce sont des centaines de personnes qui ont manifesté leur soutien par des dons, chèques etc... A commencer par la municipalité de Lampaul qui a voté à la majorité son désir de voir implantée dans la commune la première école en langue bretonne. Des demandes d'ouverture d'écoles ont lieu à Lannion, Rennes, Nantes, Langonned etc... Notre but est de faire de nos enfants des bilingues. Pour ce faire en maternelle les enfants comprennent et parlent déjà le français car 95 % de leur environnement est francisant. Par la suite si nous en avons les moyens, et nous ferons en sorte de le savoir, nous comptons ouvrir des écoles primaires qui se feront entièrement en breton avec injection progressive du français écrit et parlé, mais ceci est une autre affaire, que nous commençons déjà à étudier dans notre commission pédagogique ».

Car Diwan ne veut pas en rester aux maternelles même si dans un premier temps le but de l'association est de développer au maximum le nombre de ces écoles.

LE BRETON N'EST PAS LA LANGUE DU PASSE

A Lampaul-Ploudalmézeau on ne dit plus « Le Breton ? Une langue du passé ! ». Il suffit d'en discuter avec les



par dessus deux générations...



habitants pour prouver le contraire, car à Lampaul il n'y avait plus d'école depuis trois ans, depuis la fermeture de l'école privée. L'école publique elle, était fermée depuis 17 ans et c'est dans ses murs que retentissent aujourd'hui les cris joyeux des enfants. Un village qui revit grâce à l'école Diwan, grâce à la langue bretonne, quelle revanche pour les anciens qui ont été persécutés dans leur enfance parce que leur seul tort était de ne pas parler français. Il faut voir le visage heureux, épanoui des vieux discutant en breton avec ces petits bonshommes de trois ans, ces gamines bretonnantes pour qui il est naturel de communiquer dans la langue maternelle bretonne par-dessus 2 générations de bretons francisés.

s'intègre dans la population. Les parents ont l'intention d'organiser des veillées en breton, des rapports réguliers avec le club du troisième âge, des cours de bretons ouverts aux gens désirant apprendre le breton à leurs enfants.

Aujourd'hui des parents ont pris en main, eux-mêmes l'avenir de leurs enfants en tenant compte de l'acquis du passé, ils doivent être encouragés, soutenus, car pour que le peuple breton vive, il faudra un enseignement qui lui soit propre, libéré de toute contrainte, de toute oppression. La situation de la langue bretonne est telle en 1977 que DIWAN doit gagner son combat pour l'avenir de notre peuple.

Petit à petit l'école de Lampaul

Fañch Marc'heg

SAINT-JEAN-BREVELAY : AR FALZ, LE CONGRES DU REALISME



Le bureau du Congrès

Le samedi 3 septembre, s'est tenue à Saint Jean Brévelay (Mor-Bihan), l'assemblée générale du mouvement culturel breton AR FALZ qui, par ses votes acquis à l'unanimité ou à très forte majorité, a apporté un large soutien au bureau sortant et défini les orientations du mouvement pour l'année à venir, dans un esprit de réalisme, de fermeté et de prudence.

L'accroissement du militantisme s'est traduit par un progrès des activités, tant au sein des sections (cours de breton, soutien aux manifestations populaires, semaines culturelles, action en faveur des noms de lieux...), que de la part des responsables, en particulier création du FRONT CULTUREL PROGRESSISTE BRETON, à l'initiative d'AR FALZ, regroupant pour l'instant le PS, le PSU, l'UDB.

Au sujet du FRONT CULTUREL PROGRESSISTE BRETON, la discussion mit en évidence l'insuffisance des réalisations concrètes ; elle devait susciter une motion adoptée à la quasi-unanimité comportant notamment, les points suivants :

- Réunion « au sommet » des organisations fondatrices en vue d'obtenir un engagement véritable.
- Actions locales des sections auprès des municipalités de gauche.
- Initiatives vers les partis et syndicats n'ayant pas encore adhéré.

— Puis la question d'EMGLEO BREIZ fut abordée mettant en évidence l'absence de fonctionnement démocratique au sein de cette confédération (ni l'A.G. ni le C.A. n'ont été réunis depuis au moins 2 ans). Le texte proposé par le C.A., légèrement amendé, demandant le re-

trait immédiat d'AR FALZ fut adopté à la quasi unanimité.

— Le troisième point, c'est-à-dire les perspectives d'action, montra que l'activité à venir d'AR FALZ s'inscrit dans le contexte des élections législatives de mars prochain, mais que le mouvement ne saurait se confondre avec un organisme politique ; quoi qu'il en soit, AR FALZ se doit d'avancer prudemment, à la mesure de ses moyens. Le principe d'une campagne d'adhésion à la rentrée a été décidé.

Enfin diverses motions ont été adoptées, dont l'une condamne les lois anti-laïques de l'actuel gouvernement (loi *Guermeur*), et une autre apporte un soutien mesuré aux écoles maternelles en langue bretonne (DIWAN), tout en demandant leur intégration dans le cadre de l'Enseignement public.

A la suite de l'élection permettant le renouvellement du 1/3 du C.A. celui-ci a reconduit le bureau sortant et défini les tâches attribuées à chacun de ses membres. Ont notamment été élus :

- à la présidence : Per Rhun
- à la trésorerie : Yvonne Prouff
- au secrétariat général : Per Honoré
- aux relations extérieures : Daniel Gilles et Paolig Combout.

Au total, cette assemblée générale, malgré quelques lenteurs, a permis un débat fructueux dans une atmosphère passionnée certes, mais exempte cette année de tensions et de querelles intestines. Les vrais problèmes ont pu être abordés : les militants d'AR FALZ sont conscients de l'immensité des tâches qui les attendent.



le Peuple Breton

FESTOÙ-NOS

Le P.B. publie désormais chaque mois gratuitement l'annonce des festoù-nos de Bretagne et de l'émigration. Si vous avez connaissance d'un fest-nos, si vous en organisez un, si vous y chantez, vous pouvez nous prévenir par simple lettre jusqu'au 20 de chaque mois. Parution assurée si vous précisez l'organisateur.

- Le 8 octobre à **PLABENNEC**
Fest-nos dans la salle omnisport de Kerveguen ; avec des chanteurs et des sonneurs de la Montagne et du Léon (chanteurs de Plou-névez-du-Faou, cercle de Ber-ven, etc...) ; organisé par l'association culturelle « Kroaz-Hent ».
- Le 8 octobre à **SARTROUVILLE** (Yvelines)
Fest-nos au gymnase du Dispensaire, 22, quai de Seine ; organisé par le cercle culturel breton « Ganeoc'h » de St-Germain-en-Laye et environs.
- Le 15 octobre à **LANESTER**
Fest-nos à la salle des fêtes ; organisé par la cellule U.D.B. de Lanester.
- Le 15 octobre à **SAINTE-LUCE**
Fest-nos à la salle municipale ; avec Kistinidiz, Baron et Annaix, Trouzerien ar Ster, les sonneurs du cercle breton ; organisé par le cercle breton de Nantes.
- Le 16 octobre à **BREST**
Fest-deis au Nouveau Théâtre, rue Yves-Collet ; organisé par la fédération U.D.B. de Brest.
- Le 22 octobre aux **PONT-DE-CE** (Anjou)
Fest-nos au foyer culturel ; animé par le groupe « Endreziz » et plusieurs couples de sonneurs ; organisé par l'Association des Bretons en Anjou.
- Le 30 octobre à **BREST**
Fest-deis au Nouveau Théâtre, rue Yves-Collet ; organisé par la fédération U.D.B. de Brest.

EN BRETON DANS LE TEXTE

Par Yann-Ber PIRIOU

davet ar prad du

DEIZLEVR

Voici la suite du journal du Padre Youenn Troal. La vie au jour le jour dans une mission perdue quelque part au Pérou. Anecdotes, lettres, réflexions de toutes sortes d'un homme qui sait rester merveilleusement fidèle.

Publié par Imbourc'h

c/o Y. Ollivier, 7, bd A. Burloud,
35000 Rennes.

Prix de l'exemplaire 6 Francs.

paotr ar c'hoad

Une histoire d'oiseaux pour les enfants de tous âges, racontée par un rouge-gorge, transcrite par Riwall Huon et illustrée par Tudu.

Publié par Wanig ha Wenig

Keraloret, 29249 Guissény.

Abonnement 10 Francs.

le brasier des ancêtres

A réputation de Loeiz Ar Floc'h, généralement plus connu sous le nom de Maodez Glanddour n'est plus à faire. Traducteur de la Bible en breton, c'est aussi avec Milc'hwid ar

*Un des (rares) portraits
de Maodez Glanddour (en 1942)*

**serr-noz, Imram, Va levrig skeuden-
noù** etc..., un de nos plus grands poètes contemporains. D'aucuns disent même le plus grand.

« O sainte nef de la nuit plafonnée
[de velours,
Haute nef de la nuit,
De stellaires lampes à tes lustres
[luisent !
Nuit pure, si gente en ta calme
[nuitée...
Ni bruit chutant, ni chuchotis...
Seul, là-bas, au long du lac, le
[silence des chutes
De grenouilles en la fraîcheur de
l'onde ». (1)

Mais Loeiz Ar Floc'h c'est également un des spécialistes les plus éclairés de notre littérature orale. On pouvait donc attendre beaucoup de ces **Poèmes populaires de la Bretagne** revus par l'éditeur de la précieuse collection Gwerin.

Eh bien ! Disons-le tout de suite, nous avons été déçu !

Hormis quelques pièces recueillies par Emile Ernault, Klerg, Guillerme et Hervieu ou Loeiz Ar Floc'h lui-même, les deux tomes nous livrent surtout des **gwerziou** et des **soniou** déjà publiés par les **chansons populaires du Pays de Vannes**, et en nombre plus grand encore par La Villemarqué et Luzel. Mais rien que deux chants de la très riche collection Penngwern ! C'est maigre !

(1) In **Poésie non traduite** (tome 1) page 55. **Le mauvais de proche nuit** traduit par Armand Robin - Gallimard - 1953.



Cliché Al Lamm

Domage également que les auteurs n'aient pas tiré parti des derniers travaux de Donatien Laurent sur cette matière. Sans entrer dans le détail d'une érudition qui n'a, bien sûr, rien à faire dans un ouvrage de vulgarisation, cela aurait tout de même été mieux venu que ces notices trop souvent empruntées aux arguments et notes du **Barzhaz Breizh**.

Domage surtout que les traductions de Jean-Pierre Foucher soient si décalées par rapport aux originaux. C'est assez agaçant. Il n'est que de lire **Ar paper timbr** (tome 1, page 168 à 172) et sa version française clairement disposée en regard du breton pour mesurer tout ce que cette anthologie aurait gagné à présenter tous les chants de la même façon. C'est loin d'être le cas et l'on trouve même beaucoup de traductions incomplètes. C'est à croire que le traducteur ne s'est pas relu avant de donner le feu vert à l'imprimeur. Heureusement qu'il n'en est pas de même pour les textes originaux. Grâce à eux, on peut penser que le **Brasier des ancêtres** est néanmoins susceptible de ranimer la flamme de la poésie chez bien des lecteurs.

N'est-ce pas là l'essentiel ?

Le brasier des ancêtres - Poèmes populaires de la Bretagne (2 tomes) par Loeiz Ar Floc'h et Jean-Pierre Foucher. Collection 10/18 - Edition bilingue.

TOUS LES LIVRES

Rayon spécialisé : « Bretagne »

LIBRAIRIE GUEUGNON - Rue du Port - LORIENT

GWERNIG : E KREIZ AN NOZ

en Amérique, tel qu'il l'a rapporté enrichi d'une autre expérience, d'une autre philosophie, ici où il a retrouvé une vie matérielle bien difficile.

Youenn Gwernig est un grand poète ; sa poésie touche car elle coule tout naturellement, mais une petite tristesse se glisse en écoutant ces beaux vers bretons danser maladroitement sur des rythmes de valse... Youenn naïf cow-boy, a subi le choc de plusieurs cultures, et c'est avec innocence qu'il a re-créé sa propre musique à partir de ces chansons de westerns, de negro-spirituels, d'airs traditionnels bretons ou écossais, de chant de Léonard Cohen, tous ces airs qui chantent dans sa tête.

Ce disque est assuré de plaire à un très large public. A travers lui se dessine la personnalité de ce Breton si pur, qui a tant « frappé d'amitié » des écrivains comme Jack Kerouac, Américain (grand voyageur épris de liberté, très fier de ses ancêtres remontant au 18^{ème} siècle en Cornouaille bretonne : Baron Alexandre Louis Lebris de Kerouac) ou Morvan Lebesque, venu aux Fêtes de Cornouaille peu avant

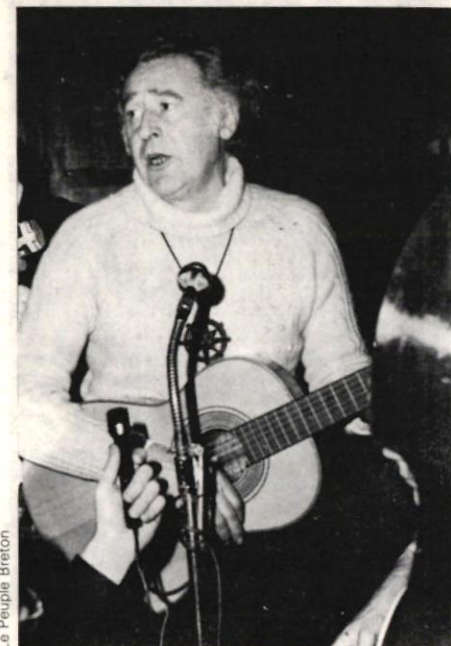
sa mort, pour y revoir Youenn Gwernig.

Youenn ne compte que des amis en Bretagne, dans ce pays où la vie devient si rude il apporte une douceur, une sérénité inconsciente, une sorte d'innocence. Ses poèmes les plus âpres ont dû être écrits en exil, en « terre estrange », là où il est difficile de chanter.

D'un point de vue plus technique, nous aurions préféré des instruments d'accompagnement moins présents. La brutalité des guitares n'est pas nécessaire à tous ces morceaux.

Le « Breton Blues » plein d'humour noir amène le dernier morceau « Identity ». Entendre Youenn Gwernig dire sa poésie est un régal, les voix féminines sont sensibles et bien fondues. Avec « Tuchenn Mickaël » et surtout le premier couplet si émouvant (avant l'intervention des instruments), la fin de ce disque nous fait souhaiter d'autres enregistrements où l'on entendrait à nouveau Youenn Gwernig caresser amoureusement les mots bretons, sur un fond plus discret.

Claudine Mazeas



UN disque de Youenn Gwernig est toujours très attendu et celui-ci particulièrement sera accueilli avec joie.

Youenn Gwernig n'était plus tout jeune quand il a commencé à chanter ; c'est d'autant plus émouvant d'entendre les inflexions tendres et sensibles de sa voix raconter son pays, tel qu'il le porte dans son cœur, tel qu'il l'a emporté au loin

alan stivell: before landing

Stivell, de disque en disque, suit un chemin exemplairement dialectique, tant chaque nouvel album prend le contrepied partiel du ou des précédents, entre tradition et modernisme, texte ou musique pure, etc. Un grand maître, donc, de la douche écossaise, toute référence à la celticité mise à part.

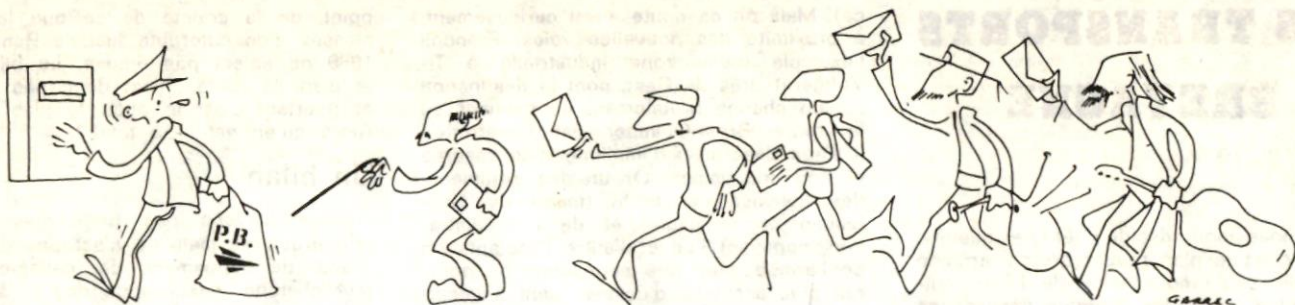
Eh bien cette fois, je sors du bain plutôt refroidi. Le propos n'est cependant pas sans intérêt : réaliser à l'intention du monde extérieur, ici d'un public anglophone, une « défense et illustration » de l'histoire et de la culture bretonnes. La réalisation en est étrange : toute une première face consacrée à une fresque historique composée de textes alternativement bretons et anglais, alternativement récités et chantés, en style mé-



lodique d'époque(s), réel ou supposé, avec un accompagnement musical propre des plus simples, mais avec une toile de fond qu'on croirait produite par des gnomes jouant au ping-pong avec des sons du type de ceux qu'on utilise pour évoquer les espaces intersidéraux dans les films de science-fiction. C'est une mise en scène sonore qui tout bien pesé se défend et n'est pas désagréable, bien que les plages bruitées soient autant de fautes de goût. Mais que dire du propos ! Une resucée de l'histoire de Bretagne revue et corrigée par le romantisme mythomane du mouvement breton traditionnel (dont tous les clichés sont repris), qui ne vaut pas mieux que « nos ancêtres les Gaulois », et s'achève presque sur une justification du passage de l'auteur à l'Olympia !

De bonnes choses pourtant, surtout dans la deuxième face, où le texte de « Da Ewan » est très beau, de même que le duo harpe-violoncelle, et où « Gwriziat Difennet », déjà paru en 45 tours, est une incontestable réussite. Finalement, ce qui est le meilleur chez Stivell, et ce disque le démontre, ce sont les œuvres où il n'avance pas explicitement de positions politiques. Par sa connaissance de la musique celtique et la place qu'il a su lui donner dans les mass-media, il redonne aux Bretons la fierté d'être eux-mêmes et c'est ainsi qu'il accomplit indirectement un travail politique. C'est ce qu'il dit lui-même, d'ailleurs, y compris dans ce disque. Mais il vaut mieux pour tout le monde qu'il le fasse plutôt que de le dire.

J. Le Fèvre.



COURRIER DES LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. Précisez si vous désirez l'anonymat.

Je vous donne
jusqu'au 1^{er} janvier 1978

Ce titre est inspiré de celui d'une lettre fort significative publiée au courrier des lecteurs d'août 77. On y retient que son auteur est tout à fait sceptique quant à la détermination de la gauche française, si elle accède au pouvoir en 78, de régler le problème breton de façon conforme à l'intérêt général de notre peuple. Et comment ne pas donner raison à J. Plunier lorsque, se référant seulement à 2 articles parus à ce même numéro du P.B., on découvre aussitôt des ambiguïtés dans l'attitude concrète de la gauche française.

1) C'est d'abord l'absence remarquée des communistes du P.C.F. et de celle des radicaux de gauche du « Front culturel progressiste breton », dont les revendications sont cependant fort modérées.

2) Rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne : sur une question aussi importante, tout le monde devrait être d'accord. L'U.D.B. est pour, mais la gauche française de Paris reste muette, mais dans le département même, les municipalités de gauche, Nantes en tête, ne se découragent pas là-dessus.

Il ya une attitude autrement troublante. Sur le plan décisif de la mise en forme définitive au « programme commun de gouvernement actualisé », dont les ténors politiques débattent présentement, il n'est fait aucune allusion aux problèmes de fond posés aux Bretons : pas une ligne, pas une phrase qui leur soient consacrées. Bravo pour l'étude détaillée des nationalisations, du nucléaire, de l'enseignement, la défense... Mais le problème breton, c'est aussi de la politique et on doit aussi très sérieusement en débattre avant 1978 ! C'est même prioritaire pour le devenir d'un peuple de plus de 3 000 000 de personnes (plus une partie exilée).

Alors, ne traduit-il pas, cet inquiétant silence, la volonté délibérée de la gauche française (fort au courant des réalités politiques) de laisser le dossier « Bretagne » s'empoussiérer dans les oubliettes parisiennes ? Ce silence, par contre, permet de mieux percevoir en écho, le conseil de J. Plunier « Amis U.D.B., exigez des garanties de la gauche française, sinon les Bretons n'obtiendront rien si elle accède au pouvoir ». Les garanties, il serait prudent que l'U.D.B. les réclame dès à présent, sous la seule forme qui puisse nous assurer que nous obtiendrons satisfaction. Il faut pour cela partir de la donnée suivante : « le programme commun de gouvernement » est un document politique

engageant les parti signataires et conçu pour être appliqué. Il convient donc que l'U.D.B. obtienne d'urgence, et en tout cas avant le 1-1-78, sous forme d'additif ou autrement, l'incorporation au « programme commun » d'un chapitre spécial détaillé, consacré exclusivement au règlement du problème breton :

- 1) politico-administratif,
- 2) économique,
- 3) culturel.

Et si la gauche française refuse ? Alors l'U.D.B. devrait en prendre acte dès le 1^{er} janvier 1978, en tirer les conclusions logiques en reconnaissant, comme dit J. Plunier, l'opposition permanente entre les intérêts français et les intérêts bretons, rompre aussitôt son alliance électorale avec la gauche française et dénoncer vigoureusement les méfaits du centralisme français.

Robert Mahé, Guingamp.

Belle confiance

(...) Trouvant les articles de votre journal très intéressants, ne vous serait-il pas possible de permettre des abonnements de deux, trois, voire plusieurs années ?

J.C. Huon, Versailles.

Dérapages

Félicitations pour votre édito du n° 165, il est réconfortant quant à votre propre ligne politique. Mais surtout, il faudrait que les coups de semonce de ce genre se multiplient. A force de déraiper, la gauche nationale française risque de chuter avant même d'arriver au pouvoir.

A. Ferret, 95-Mériel.

Vivre et informer

Ce 23 août 1977, alors que la menace nucléaire semble s'intensifier en Afrique et que la Bretagne est particulièrement visée par les projets du gouvernement centraliste français, il semble que l'attitude des partis de gauche hexagonaux ne peut que renforcer l'inquiétude de bon nombre d'habitants de notre pays et de ceux qui ont dû s'exiler dans l'espoir de recevoir un salaire misérable en échange de leur travail et de leur exil. Pour renforcer l'action de l'UDB en tant que parti politique breton soucieux de ne rien cacher à ses lecteurs des magouillages électoraux, je souscris un abonnement au P.B. et participe modestement aux frais de publication pour que le P.B. puisse vivre et informer.

Jean-Paul Simon, Brest.

Couper Rennes de Nantes

Bravo pour la qualité du P.B. en amélioration régulière (...)

Je crois savoir que le kilométrage en ligne jaune continue entre Rennes et Nantes défie tous les records (65 km me semble-t-il). A vérifier, mais la volonté politique de séparer Rennes de Nantes est évidente. Par contre, on vient d'annoncer pour 80 la mise en circulation de l'auto-route Angers-Nantes.

Une enquête sur l'équipement hospitalier en reins artificiels en Bretagne, serait intéressante. La cause essentielle de mon départ de Rennes a été précisément la pénurie de ce type d'installation dans une ville universitaire en 1968. Mon épouse, morbihannaise, a dû se résoudre à l'exil. Ce qui n'est pas sans conséquences matérielles et psychologiques pour elle-même et la petite famille.

J. Corbel - Hyères.

Une contribution unique à la lutte du peuple breton

Je suis heureux d'ajouter mon nom à la liste déjà longue de ceux et celles qui ont contribué à la souscription permanente du Peuple Breton.

A l'étranger depuis près de sept ans et abonné à votre mensuel depuis le numéro 159, je suis reconnaissant au Peuple Breton de me tenir informé des événements politiques, sociaux et culturels qui intéressent la Bretagne. Si je ne puis vous rejoindre, à ce stade, dans toutes vos analyses, j'admets très volontiers que votre revue apporte une contribution unique à la lutte de notre peuple pour la satisfaction de ses revendications légitimes.

G.B., Australie.

La solidarité des minoritaires

L'éditorial de ce n° 165 m'étonne. Avez-vous cru un seul instant que les partis de gauche français pouvaient être autre chose que des partis français, avec tout le jacobinisme que cela comporte ? Dans les années 40, notre pays a été trahi de toute part. Il en est de même aujourd'hui et nous ne devons sans aucun doute compter que sur la solidarité de tous les « minoritaires », des Palestiniens aux Indiens d'Amérique (...)

(...) La sympathie manifestée à la Bretagne par un nombre croissant de Français ne va malheureusement qu'à ce qu'ils appellent son folklore. Nos problèmes ne les intéressent pas (...)

N'allez surtout pas déduire de ma lettre que je maudis tous les Français !

Baron, 60-Verneuil.

LES TRANSPORTS EN BRETAGNE

(suite de la page 6)

que chose soit décidé; et ce quelque chose c'est le plan routier breton, arraché en 1968, seule concession de l'Etat tout-puissant à toutes les mesures nécessaires pour sauver l'économie de la Bretagne qui furent proposées à cette époque. Au départ il comprenait la mise à quatre voies des parcours Rennes-Brest, et Brest-Nantes par Quimper, et la réalisation d'un axe central Rennes-Châteaulin, le tout devant être terminé en 1975. A la date d'aujourd'hui 55 % en distance des tronçons prévus sont aménagés mais certains à deux voies seulement. Les crédits affectés dès le départ n'ont pas suivi l'aug-

ce). Mais on en doute aussi curieusement, à proximité des nouvelles voies. Prenons l'exemple d'une zone industrielle à Ti-Vougeret près de Cast, dont la destination initiale change brutalement au moment où la route Brest-Quimper est construite; il s'agit désormais d'implanter une caserne et non des usines. Or un des arguments des hommes de droite (mairie de Châteaulin par exemple) et de l'administration, appuyant l'un et l'autre l'implantation de l'armée, était que cette zone ne pourrait plus accueillir d'usines, étant à l'écart de la voie express. Voilà donc une route qui écarte les zones industrielles au lieu d'en faciliter l'accès. Là aussi une logique pour le moins curieuse, mais concevable dans un contexte de sous-développement: si vous voulez une route, vous aurez une route mais rien de plus. Et effectivement cette voie express a peu de voies d'accès; elle coupe des chemins qui existaient avant, obligeant à des détours, elle entrave la circulation des agriculteurs, elle **enclave** certains coins de terre, voire

point, de la crainte de ce que les promesses d'une autoroute jusqu'à Rennes en 1980 ne soient pas tenues. Le bilan sur le plan de routes n'est donc pas rutilant et pourtant c'est le point le plus positif. Alors qu'en est-il au total?

Un bilan

Nous n'avons pas parlé des autres infrastructures mais ce n'est pas dans un grand développement de celles-ci qu'il faut chercher l'explication des défauts de celles étudiées. La Bretagne n'a pas réellement de voies navigables: la navigation sur la Loire s'arrête à Angers et n'est pas importante; le reste est dérisoire, rien n'est fait en ce domaine sinon çà et là pour le tourisme. Les aérodromes bretons ne font tout au plus qu'un trafic de passagers, et sauf Nantes, uniquement avec Paris; aucun n'est international; leur amélioration obligerait à une dépense encore plus grande de la part des collectivités locales, sans aucun ac-



La voie « express » Châteaulin-Quimper

mentation du coût de la vie et ont même subi toutes les économies qu'imposaient les restrictions budgétaires fréquentes ces dernières années, à force de plans d'austérité. Selon cette évolution on peut prévoir la réalisation véritable en 1985. Pendant ce temps, l'autoroute de Paris-Chartres a été terminée avec 8 mois d'avance sur le calendrier. Certes d'autres améliorations auront été ajoutées d'ici là, comme Rennes-Nantes, mais là aussi il sera plutôt temps. Signalons aussi que le fameux « axe central » n'est pas du tout la grande voie de circulation dont le Centre Bretagne a besoin, pas plus que ne le sera la voie Roscoff-Lorient très à la mode en ce moment, puisqu'elle avance plus vite que les autres. Comme pour les chemins de fer, les grands axes oublient le Centre Bretagne et ne concernent que la zone côtière, accentuant le déséquilibre.

Désenclavement ou enclavement

Alors le désenclavement par la route, on en doute en Bretagne. On en doute dans le Centre Bretagne (beaucoup ne doutent pas par contre de son inexisten-



Un avion breton à Londres: Rousseau-Aviation fut une compagnie bretonne d'envergure avant son rachat par des intérêts extérieurs à la Bretagne

certaines communes, sans parler de tous les inconvénients d'ordre écologique, agricole ou autres résultant de la façon dont elle a été conçue. Finalement, il est difficile d'accepter cette amélioration telle quelle: elle est mal faite parce que mal conçue et réalisée au plus juste; elle est insuffisante actuellement. Et nous n'avons pas parlé du retard autoroutier, des exigences de la Bretagne sur ce

compagnement de l'Etat, bien au contraire, puisque la DATAR a supprimé ses subventions à Air-Inter. La Bretagne reste aussi au-dessous du niveau français en ce qui concerne le téléphone (11 % des Bretons sont équipés, 13,5 % pour l'ensemble de la France au terme du VI^e plan), et en ce qui concerne les transports d'énergie (oléoducs, gazoducs, lignes à haute tension).



MEUBLES CORNICHE

Rue de la Monnaie - 56 VANNES - Z. I. du Prat

iy laouénan

32, rue Saint-Exupéry, BREST, Tél. 45.17.52

PATHÉ-MARCONI
GRUNDIG
PHILIPS

CAFÉ du CENTRE

BATTITTEN OCHTATIA

BAPTISTE LE BASQUE

Ouvert jusqu'à une heure

SAINT-SERVAN

HOTEL DE L'ARRIVÉE^{NN**}

BAR

52, boulevard de la République
56-30-78 35400 SAINT-MALO

BRASSERIE

JEUX

Au total, le sous-développement reste de mise et on ne peut pas dire que l'évolution soit positive. En effet l'amélioration des transports routiers ne compense pas la dégradation des transports ferroviaires, notamment au point de vue des répercussions économiques et au point de vue des transports de matériaux lourds (de minerais par exemple). Les secteurs géographiques où le réseau ferré est démantelé ne connaissent pratiquement pas d'amélioration en matière de routes. Parfois l'amélioration des routes est juste suffisante pour amener la disparition du chemin de fer, ainsi entre Carhaix et Châteaulin. Devant le manque d'amélioration des chemins de fer, les usagers utilisent de plus en plus la voiture ou les camions d'où disparition de lignes considérées comme non-rentables, sous-utilisées. Ainsi une liaison importante comme Brest-Quimper est menacée : elle est lente, les horaires sont inadaptés aux travailleurs, la route — nouvelle — est donc préférée par les voyageurs, on propose même de créer une ligne de cars rapides et la S.N.C.F. parle alors de fermeture de la ligne, mais pas d'une amélioration permettant de faire concurrence à la route. Les nouvelles routes serviraient donc à supprimer les trains. Le résultat final n'est donc pas intéressant car on remplace un mode de transport collectif par un mode individuel (voiture) particulièrement gaspilleur d'énergie et onéreux pour les ménages.

Coûteux...

Enfin il est nécessaire de voir la situation dans son ensemble et non seulement dans chacun des secteurs, car les modes de transport devraient être complémentaires plutôt que concurrents. Sous cet angle, la situation est encore plus grave. En effet la construction des voies express n'est pas suivie d'une amélioration des départementales et des vicinales, et elles doublent les voies ferrées au lieu de pallier une absence de celles-ci. Il y a surtout le manque de lien entre nos ports et l'intérieur du pays. Bien des ports de pêche ne peuvent pas écouler leur production facilement ou à bon marché. Nos ports de commerce, même le complexe portuaire de la Basse-Loire, n'ont pas d'arrière pays et ceci bloque l'évolution des ports : cercle vicieux encore.

Mais pour terminer ce bilan, il est nécessaire d'ajouter un autre inconvénient, grave, des transports en Bretagne : ils sont coûteux. Ceci parce que les moyens très modernes (containers, oléoducs, ne sont pas du tout développés, parce que les chemins de fer sont insuffisants, parce que les transbordements (passage d'un mode de transport à un autre avec beaucoup de manutention) sont nombreux, mais aussi parce que la politique des tarifs nous est défavorable, nous y reviendrons. Donc les tarifs des transports sont élevés, situation à rapprocher du coût de l'énergie qui elle aussi est plus chère en Bretagne qu'ailleurs. Tout cela n'est certes pas favorable. Les conséquences sont lourdes en effet.

Des conséquences...

Il faut signaler en premier lieu les conséquences directes sur l'emploi. On oublie souvent que les transporteurs sont des activités créatrices d'emplois. Or non seulement il n'y a pas augmentation des

LES EMBRUNS
BÉNODET
Tél : 91.07.72



OUVERT
TOUTE
L'ANNÉE



GUINNESS
à la pression

238, rue Jean-Jaurès - BREST
Tél. 02.35.07

VIENT DE PARAÎTRE

YOUENN GWERNIG « E KREIZ AN NOZ »

Un disque VELIA 2230045

"LES ANTILLES" RESTAURANT

Ouvert tous les jours de 9 h. à 2 h. du matin

Spécialités de fruits de mer

12, rue de Siam - BREST

Breiz Imprimerie
100, Rue Paul Guieysse
LORIENT
64.16.42

-- Meubles JOB AR COW --

AR RE WELLAN DEUS AR VRO

Breton - Rustique - Style
— et contemporain —

Fabrication artisanale
Cuisines sur mesure

Route de Perros
LANNION

Rue de la Gare
PLOUARET

BUROMODERN

29270 CARHAIX - Tél. 93.04.10

Machines
Meubles
Fournitures



MENUISERIE GÉNÉRALE DU BATIMENT

julien daniel

1, rue de l'Yser
56 - ETEL
Téléphone : 6

emplois dans cette branche, mais des baisses d'effectifs très importantes dans certains secteurs. Ainsi selon la C.F.D.T.-S.N.C.F. : le nombre des cheminots passe de 10 036 en 1953 à 7 484 en 1973 et devrait tomber à 7 041 à la fin de 1977. (Chiffres valables pour la région Bretagne, Loire-Atlantique exclue). L'augmentation des transports par camions dans le même temps n'entraîne pas de créations d'emplois correspondant à cette perte, car les normes d'embauche et de productivité ne sont évidemment pas les mêmes dans les sociétés de transporteurs routiers que dans un grand service comme la S.N.C.F. ; et actuellement certaines de ces sociétés songent à s'installer à l'extérieur de la Bretagne pour éviter les problèmes nés de la législation européenne en la matière. Le déclin de la notion de service public est aussi une conséquence néfaste : la S.N.C.F. abdiquant petit à petit son rôle, la loi du profit guide de plus en plus l'évolution des transports en Bretagne : les travailleurs ne peuvent pas s'en réjouir. En effet ce sont les contribuables bretons par le biais des collectivités locales qui financent la réalisation d'infrastructures comme les routes ; mais ce sont des sociétés de transport privées qui en tirent des profits sans que les collectivités locales puissent les contrôler. Et n'oublions pas que lorsque des sociétés de transport de voyageurs se trouvent en déficit, ce sont à nouveau les collectivités locales qui payent, toujours sans pouvoir contrôler la gestion.

Mais il y a aussi toute une série de conséquences faciles à imaginer sur l'économie de la Bretagne. Signalons celles qui nous apparaissent particulièrement importantes. Ainsi les déséquilibres économiques en Bretagne sont accrus : les difficultés du Centre Bretagne sont de plus en plus grandes, le pourtour étant seul favorisé, si l'on peut dire, car seuls certains points précis sont réellement en position favorable, comme Rennes et Nantes, et encore tout est relatif. La structure des transports en Bretagne ne peut permettre tout au plus que l'existence de certaines industries (de transformation surtout) dans certains endroits ? Mais en aucun cas elle ne rend possible l'industrialisation, c'est-à-dire la réalisation d'un tissu industriel. Et le coût des transports est un frein à toute création d'industrie. La question apparaît donc ici dans toute son ampleur et sa gravité.

Cependant tout le malheur de la Bretagne ne vient pas du mauvais état des transports. En fait la Bretagne subit une situation de sous-développement dont les causes sont complexes et se trouvent surtout dans l'histoire. Mais il est clair que parce qu'ils sont insuffisants et parce qu'ils sont inadaptés aux besoins réels des Bretons, les transports en Bretagne aggravent cette situation de sous-développement. Ils ne permettent pas la création d'un tissu industriel, ils ne permettent pas la commercialisation de nos produits à notre profit, ils ne permettent pas des liens entre des activités complémentaires. Ils contribuent à la domination et à la désarticulation de notre économie. Il faut donc aller au-delà de ce constat car il apparaît nécessaire de mettre en cause la structure étatique et économique dans laquelle nous nous trouvons.

(à suivre)

Laurent Le Page

Pour tous vos achats

Textiles

Bazar

Alimentaires

Faites

confiance à...



EUROMARCHÉ

une nouvelle race de magasins



Boulevard de Plymouth

BREST

Ouvert sans interruption de 9h. à 22h.
(le samedi de 9h. à 19h.)



MELODY
DISCOTHÈQUE
GUIPAVAS

CASTORS DE BREST

*Lancement
d'un lotissement*

**CAVALE - BLANCHE
BREST**

Pour tous renseignements,
ou inscriptions,
écrire à :

Association CASTORS DE BREST
Rue Bouet 29200 BREST

CRÊPERIE TY-BREIZ

ses spécialités. krampouez ha jistr-mad

15, rue duquesclin

tél. 37.91.20

Iannion

CAFÉ des BRUYÈRES

RUE DES CENDRES
29 HUELGOAT



bati ouest

TOUTES
TRANSACTIONS
IMMOBILIÈRES

- 19, rue Traverse - BREST
Tél. 80.44.25
- 245, rue J.-Jaurès - BREST
Tél. 02.38.10

Membres de l'OCIB

48, rue de Kérampont

**BAR
RESTAURANT**

"LE KERAMPONT"

Tourisme, Banquets, Excursions

M. et Mme TURMEL
22300 LANNION
Tél. 37.02.39

RADIO - U.D.B.
Tel. (16.98) 80.18.47

L'entreprise **GUERROT** ****

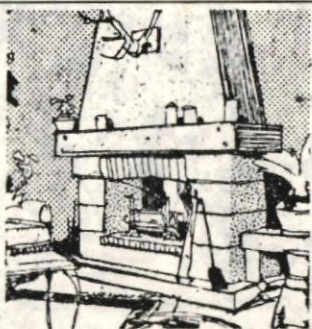


— Plus de
30 ANS D'EXPÉRIENCE
— Un seul souci :
BIEN CONSTRUIRE
— Un seul but : améliorer
VOTRE CADRE DE VIE

Siège social S.A.R.L. Guerrot
5, rue Mme de Sévigné, 90.10.91
Ergué-Armel - QUIMPER

BUREAUX D'INFORMATION :
CONCARNEAU : 24, avenue Alain-Le Lay, tél. 97.18.57
PONT-L'ABBE : 8, rue Jean-Jaurès, tél. 87.09.45
DOUARNENEZ : 1, rue du Centre, tél. 92.24.84

BON pour un catalogue gratuit
NOM
Adresse



CHEMINÉES
RENÉ BRISACH
(Granit et pierres tendres)

LORIENT - Tél. : 64-58-80
72, rue Maréchal-Foch
SAINT-MALO - Tél. : 56-60-89
Bellevue Centre Commercial
QUIMPER - Tél. : 95-26-18
17 ter, rue Haute - Locmaria

Librairies

GRAFFITI

Place Saint-Louis
BREST - Tél. 44.74.89

CALLIGRAMMES

23, rue du Sallé
KEMPER - Tél. 95.94.54

Des livres... pas du papier !

ABONNEZ-VOUS

**LE PEUPLE
BRETON**

Boite Postale 304 - 29273 BREST CEDEX

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 30 F (1)
étranger : 40 F (1)
de soutien : à partir de 50 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 55 F (1)
A partir du N° Inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.
mandat lettre (1)

C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ-VOUS

**POBL
VREIZH**

en langue bretonne

NOM PRÉNOM

ADRESSE

Souscrit un abonnement ordinaire : 20 F (1)
étranger : 30 F (1)
de soutien : à partir de 30 F (1)
un réabonnement (1) étranger, par avion : 45 F (1)
A partir du N° Inclus.

Ci-joint le règlement par chèque postal (1) (1) Rayer les
chèque bancaire (1) mentions inutiles.
mandat lettre (1)

C.C.P. RENNES 2746-79

LE PEUPLE BRETON

Edito

Aujourd'hui, être libre c'est être informé

Barcelone en fête : l'autonomie est gagnée

Un soir de télé

VENDREDI 30 septembre, il était instructif de regarder la télévision le soir. Parce que, 14 ans après sa création, l'U.D.B. obtenait enfin le droit de s'exprimer sur les ondes françaises, bien sûr ! Mais aussi parce que les téléspectateurs bretons, avant « Tribune libre » purent voir le journal « régional » qui présentait des Indiens en visite en Bretagne et également parce que le journal hexagonal de FR3 annonçait ensuite la proclamation de l'autonomie en Catalogne...

Ainsi tout s'éclaire. Qui étaient ces Indiens, entrevus sur les images « bretonnes » ? Des Peaux-Rouges ? Echapés de quelque western ou membres d'une tournée folklorique du show-bisness ? Non, ils venaient de siéger à Genève devant des observateurs de centaines de pays des Nations-Unies ! Ils étaient au moins vêtus à l'europpéenne ? Non, ils portaient avec fierté et défi le costume de leurs ancêtres ! Alors, ils parlaient américain et demandaient le développement du tourisme ou de l'animation vacancière dans leurs réserves ? Non, ils s'exprimaient dans les langues de leurs pères et ils parlaient du colonialisme nord-américain et exigeaient la fin du génocide yankee et l'autonomie de leur pays !

Cela a du perturber plus d'un de nos censeurs habituels : il ne s'agissait donc pas d'un provincialisme désuet et chouan d'une de nos bonnes vieilles provinces ? Ah, quel dommage pour certains beaux esprits « progressistes » que les Indiens d'Amérique n'aient pas le bon goût de ressembler aux passésistes Acadiens francophones, chers au cœur de l'autonomiste Michel Fugain ! On aurait pu leur réserver un stand à la prochaine fête de l'Huma...

Mais comme la dialectique de nos contradicteurs est rarement en panne, on peut supposer qu'on nous dira que l'Amérique, c'est loin et que les Peaux-Rouges n'ont ni

la même couleur, ni la même religion, ni la même histoire que nous...

Et c'est là que les Catalans (et les Basques demain) viennent tout perturber. Européens ? Ils le sont. Blancs ? Ils le sont. Catholiques d'histoire et de culture ? Ils le sont. Appartenant à un État à l'ancienne tradition centralisatrice ? Ils le sont. On aurait pu penser, de plus que le rouleau compresseur du fascisme franquiste centralisateur aurait extirpé les aspirations centrifuges de ces Catalans qui sont « Espagnols » depuis le XVI^e siècle (tout comme les Bretons sont sujets de Paris depuis la même époque)...

Et puis voilà que ces Catalans ne marchent pas ! Ils réclament leur autonomie comme il y a quarante ans ! « A l'heure de la construction européenne et des grands ensembles territoriaux »... Quelle honte ! Ont-ils au moins conscience d'agir criminellement et de diviser gravement les forces unies du prolétariat espagnol contre le capitalisme international ? Ce n'est pas évident : des anarchistes aux réformateurs en passant par les socialistes de toutes les tendances, ils sont autonomistes, ces fous. Et il y a même de nombreux séparatistes parmi eux. Et puis l'autre soir, ils étaient un million et demi de personnes clamant leur volonté d'autonomie dans les rues de Barcelone ! Ils ne comprennent donc pas que leur combat est celui d'une poignée de nostalgiques petit-bourgeois coupés des réalités espagnoles des masses laborieuses !

Ah comme il doit être difficile parfois ces temps-ci de regarder la télévision, de voir la réalité du monde qui nous entoure, et de continuer — avec une belle logique cartésienne — à nier cette vérité : l'U.D.B. mène, en Bretagne — au XX^e siècle un combat que certains réfutent être celui du XIX^e siècle et qui sera la réalité victorieuse du XXI^e siècle.

UDB